

Palestine **— Info**



3 **Dans le miroir
des guerres d'Israël**

7 **La campagne
israélienne contre
le journalisme
palestinien**

10 **Sumoud –
La résistance
quotidienne
des habitant-es
de Gaza en temps
de génocide**

20 **L'interminable lan-
gage de la violence**

26 **Voix de Gaza**

33 **Indignations
sélectives**

Éditorial

Palestine Info Été 2025
Tirage : 3000 all., 1000 fr.

Éditeur :
Palästina-Solidarität Region Basel,
Mattweg 25, 4144 Arlesheim
www.palaestina-info.ch
info@palaestina-info.ch



IBAN CH31 0900 0000 4075 6856 2

Les images de la destruction dans la bande de Gaza sont entre-temps devenues omniprésentes, celles de Cisjordanie les sont un peu moins. Avec notre sélection d'images, nous nous intéressons aux enfants dont la vie, le logement et l'avenir sont actuellement menacés et profondément bouleversés.

Graphisme : Maxim Staehelin & Yves Graber
Imprimé à : Druckhaus Sportflieger

Peut-on déceler les premiers signes d'un changement de la politique étrangère de l'Allemagne et des États-Unis, les deux principaux soutiens de la guerre israélienne contre les Palestiniens ? Ces deux pays auraient suffisamment de pouvoir pour faire pression sur le gouvernement israélien pour qu'il mette fin à sa campagne d'extermination dans la bande de Gaza, pour qu'il respecte son obligation d'approvisionner la population du territoire palestinien occupé, mette fin à l'occupation illégale, et accepte un cessez-le-feu définitif. Des sanctions, des poursuites systématiques par la Cour pénale internationale et l'arrêt de toutes les exportations d'armes seraient des leviers puissants, accessibles à tous les pays du monde, pour briser la spirale d'agressions militaires que poursuit Israël, non seulement contre les Palestiniens, mais aussi contre d'autres pays du Proche-Orient.

Ce qui est en jeu, c'est la survie pure et simple des habitant·es de la bande de Gaza. Mais c'est aussi la survie d'un droit international digne de ce nom, mais que de trop nombreux gouvernements sapent en pratiquant des doubles standards, en poursuivant le business as usual et en affichant une morale de façade, hypocrite.

De plus en plus de pays du Sud dénoncent clairement Israël comme étant un régime d'apartheid et prennent des mesures concrètes pour mettre un terme au génocide, mais la politique de nombreux pays occidentaux est encore dominée par une vision raciste du monde arabe, marquée par le colonialisme, qui explique cette tolérance aux pires crimes de guerre. L'article de Peter Harling, que l'auteur et le Monde diplomatique nous ont aimablement autorisés à reproduire, décrit cette conception. Dans sa contribution, Lisette Imboden détaille les multiples facettes de la résistance suscitée par cette situation. C'est cette résistance qui a conduit des générations de Palestiniens dans les prisons israéliennes, même lorsqu'ils-elles n'avaient pas commis le moindre délit. Cette résistance comprend le travail d'acteurs culturels, de personnel médical, de personnes comme vous et moi, qui se posent des questions existentielles sur leur rôle face à l'horreur et à la menace qui pèse sur eux-elles. Le travail extrêmement dangereux des journalistes qu'Israël n'hésite pas à tuer délibérément, en fait également partie. Comme toujours, nous complétons ce numéro par une sélection de brèves, rédigée par Jenny Bolliger.

Ce n'est que lentement que notre site web s'enrichit de contenus. L'objectif du site est toujours d'y publier des articles complémentaires qui n'ont pas trouvé leur place dans la version imprimée. Le but de ce travail d'information est toujours de lutter contre le sentiment d'impuissance engendré par le manque d'informations alternatives et de nous encourager à rester actifs et actives !

Pour la rédaction
Agnes Küng, Birgit Althaler, Jenny Bolliger, Jenny Hut,
Lisette Imboden, Martina Guggenbühl, Robin Walz

Dans le miroir des guerres d'Israël

Destruction de Gaza, duplicité occidentale

Tel-Aviv et le Hamas ont conclu un accord de trêve jusqu'à fin février. L'arrêt définitif des hostilités, le retrait de l'armée israélienne de Gaza ainsi que la libération des otages et des prisonniers feront l'objet de nouvelles négociations. Si les perspectives de paix demeurent fragiles, des enseignements doivent d'ores et déjà être tirés du conflit qui a ravagé l'enclave palestinienne.

À Gaza et au Liban, Israël s'est engagé dans des guerres ouvertes, qui vont au-delà d'objectifs conventionnels. Le Hamas et le Hezbollah ont été décapités, leurs capacités militaires réduites à peu de choses. La question des otages a fait l'objet de longues négociations, mais ce n'est pas le seul problème en question : Tel-Aviv poursuit de son côté sa politique de représailles collectives et d'expansion territoriale. Pour autant, ces conflits complexes sont simplifiés à outrance dans le discours journalistique et politique, en France comme dans bien d'autres pays occidentaux. Nombre des aspects les plus distinctifs de ces guerres sont passés sous silence, dès lors qu'ils mettent en cause Israël : les innombrables déclarations officielles à caractère génocidaire, la famine comme tactique, la destruction obsessionnelle des cimetières, la profusion inédite de vidéos où des soldats documentent fièrement leurs propres crimes, une offensive en règle contre toutes les instances des Nations unies... Autant de singularités qui restent presque inaudibles dans l'espace public occidental.

Pour qu'une guerre soit intelligible, il lui faut un cadre d'interprétation nécessairement réducteur. L'invasion américaine de l'Irak faisait, par exemple, sens en France dans une vision de conquête impériale, attisant un antiaméricanisme de bon aloi. De même, l'offensive russe en Ukraine a fait resurgir une lecture réflexe, héritée de la guerre froide : une Europe vulnérable à l'opposition des grands axes. Certains conflits mobilisent quant à eux le récit d'une lutte pour la liberté face à une répression féroce, comme dans le cas du tragique feuilleton syrien. La « guerre contre le terrorisme » s'est graduellement enracinée comme l'un de ces schémas narratifs, qui se construisent en faisant ressortir un thème évocateur, une émotion qui se partage.

La grille d'analyse qui domine dans le contexte des guerres israéliennes combine deux thématiques : la « guerre contre le terrorisme », leitmotiv qui structure désormais les interactions occidentales avec le monde arabo-musulman, sur le mode de la lutte contre l'obscurantisme et la barbarie, et contre l'antisémitisme, dans une redéfinition très large. Toute attaque d'Israël, voire toute critique, s'expliquerait principalement par une haine des Juifs et reviendrait à dénoncer l'existence même de l'État qui en symbolise la survie. Cette logique, plus ou moins explicite, sous-tend la notion d'une guerre d'autodéfense : face à des menaces existentielles, tous les moyens sont par définition légitimes.

« Terres de sang »

Cet essentialisme conduit à ignorer d'autres clés de lecture pourtant évidentes, comme le droit des Palestiniens et des Libanais à se défendre, quand Israël est l'agresseur plutôt que la victime. De telles nuances n'ont pas voix au chapitre : elles s'estompent face à un barrage d'affirmations dont la formulation pousse l'hyperbole jusqu'à l'absurde. Israël serait « la seule démocratie de la région », ce qui est à la fois inexact

et hors sujet : la violente colonisation française de l'Algérie était tout aussi « démocratique » vue de métropole. L'armée israélienne enquêterait sur ses propres crimes, voire serait « la plus morale du monde », comme si les institutions militaires savaient être transparentes. La société israélienne ressemblerait trop à ses homologues occidentales pour commettre des horreurs, étant donné le socle commun de « valeurs judéo-chrétiennes », qui n'ont pourtant pas plus de réalité définissable dans l'histoire que dans la pratique.

Le déploiement de ce récit fantasmagique a des effets concrets tout aussi aberrants. L'Allemagne a formellement déclaré que les infrastructures civiles sont des cibles acceptables, alors même que le pays accueille plus d'un million de réfugiés ukrainiens fuyant ce même argument brandi par M. Vladimir Poutine. Les Pays-Bas ont officiellement pris position contre la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye – pourtant une fierté nationale. La Suisse, en menant une lutte contre l'Unrwa, l'agence onusienne qui fournit assistance et protection aux réfugiés palestiniens, contribue à démanteler un système international qui fait la réputation et la prospérité de Genève. La France, qui se targuait de son indépendance haute en couleur, s'est alignée sur les États-Unis à la manière du Royaume-Uni. Ce bric-à-brac de positions improvisées et de contradictions funestes reflète un conflit qui mobilise moins la réflexion que des impensés.

L'historien Henry Laurens utilise une expression très parlante, les « terres de sang », pour comprendre cette indifférence à des violences impensables, qui se jouent pourtant dans le voisinage de l'Europe et sont parfaitement documentées. À l'origine, il s'agit d'une formule employée par Timothy Snyder dans son livre *Bloodlands*¹ : une terrifiante recension des horreurs perpétrées en Europe de l'Est, pendant douze ans, par l'Union soviétique stalinienne et l'Allemagne nazie. C'est un volet de l'histoire du XXe siècle qui reste extraordinairement mal connu en Europe de l'Ouest, qui n'en a retenu que l'épisode des camps d'extermination. D'autres chapitres, qui ont fait des millions de victimes civiles, notamment polonaises et ukrainiennes, n'ont pas suscité d'intérêt notable.

Les terres de sang signifient donc des espaces où d'autres règles s'appliquent, où la vie humaine n'a pas le même prix qu'ailleurs. Les forces nazies, pendant la seconde guerre mondiale, ont d'ailleurs soigneusement mis en œuvre cette distinction sordide : dans l'ensemble, et à quelques exceptions près comme ce fut le cas lors du massacre d'Oradour-sur-Glane (10 juin 1944), elles se sont abstenues, à l'Ouest, des crimes les plus atroces auxquels elles s'adonnaient à l'Est, comme l'exécution à froid de villages entiers, au bord de charniers creusés par ceux qui allaient y être ensevelis. Ce clivage entre les deux Europe a été progressivement dépassé, à la faveur de la chute du rideau de fer, des guerres yougoslaves et, plus récemment, de l'invasion russe de l'Ukraine. Les souffrances des civils ukrainiens parlent désormais aux « opinions publiques » de l'Ouest.

Car les terres de sang se sont tout simplement déplacées vers le sud. Gaza est le théâtre d'atrocités, mais seules celles commises par le Hamas reçoivent l'attention qu'elles méritent. Par contraste, d'autres horreurs parfaitement documentées sont presque invisibles : le nombre phénoménal d'enfants palestiniens amputés, les nourrissons prématurés condamnés à mourir par l'armée israélienne, les corps déblayés au bulldozer, la pratique banalisée de torture par le viol en prison, les assassinats à répétition de journalistes, les interdictions cruelles concernant l'importation de toutes sortes d'équipements médicaux de première nécessité, et ainsi de suite. Les vies palestiniennes n'ont à l'évidence pas la même valeur que les vies occidentales, une logique macabre qui s'étend au Liban, à la Syrie, à l'Irak, au Yémen ou encore à la Libye.

Ces terres de sang ont un équivalent : la mer de sanglots que la Méditerranée est en train de devenir, à mesure que s'y engouffrent des dizaines de milliers de migrants livrés à la noyade. Le parallèle est important, parce que l'obligation de sauvetage en mer a les mêmes origines que le droit d'asile et celui de la guerre : ces principes présumés universels sont nés en Europe de l'Ouest, avant tout pour alléger les souffrances des Européens. Ces derniers aimeraient aujourd'hui en faire leur privilège, en priver une partie de l'humanité au nom d'une vision hiérarchique du monde qui emprunte à une tradition coloniale et raciste.

La notion d'une supériorité civilisationnelle est au fondement de tous les raisonnements de ce type. Elle trouve sa confirmation dans une surpuissance technologique qui, dans tous les discours teintés de suprématie, sert de validation tautologique : les Occidentaux sont les meilleurs parce qu'ils sont les plus forts. Les techno-guerres d'Israël à Gaza et au Liban ne sont pas une exception en la matière. Elles ont donné lieu à une fascination morbide pour leurs aspects les plus avant-gardistes : il s'agirait de guerres de haute précision, presse scientifique, faites de missiles guidés, d'assassinats ciblés, de renseignement en temps réel boosté par des drones et l'intelligence artificielle. Le Hezbollah libanais a vu ses bipeurs, des instruments de communication délibérément archaïques, transformés en bombes télécommandées, explosant dans les mains de ses troupes. Se dégage ainsi l'image d'une force israélienne certes destructrice, mais évoluée, subtile, savante, et célébrée en tant que telle dans le discours dominant.

Mais la techno-guerre sert principalement à cacher des réalités plus banales. D'un côté, il y a l'usage disproportionné de la force. Si Gaza est devenue le paysage lunaire que l'on connaît, c'est parce qu'Israël avait les moyens technologiques non pas de frapper avec discernement un réseau de tunnels ennemis, mais plus simplement de tout ravager, y compris les infrastructures civiles et les bâtiments résidentiels ordinaires. Au Liban, pour tuer le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, Israël a employé quatre-vingts bombes massives de type anti-bunker ; à titre de



Gaza, 16 avrill 2025. Photo: Majdi Fathi

comparaison, les États-Unis en avaient utilisé vingt-quatre pour mettre à bas tout le régime de Saddam Hussein. La techno-guerre, en pratique, n'introduit pas davantage de retenue : elle permet plutôt de repousser toutes les limites. D'un autre côté, elle voile les aspects les plus obscènes de ces conflits. Si les armes d'Israël sont sophistiquées, ses soldats et leurs responsables ne le sont pas. Les unités au sol se sont comportées, à Gaza comme au Liban, très exactement comme des troupes coloniales, commettant d'innombrables actes d'indiscipline, pillages et destructions gratuites, profanations de sites religieux, humiliations et tortures, le tout filmé et diffusé par des soudards hilares. Les officiers et politiciens israéliens ont à leur tour multiplié les appels au crime, démentant l'existence de civils palestiniens, qualifiant leurs enfants de terroristes en devenir, défendant le recours aux représailles collectives, déployant sans remords ni prudence le répertoire linguistique propre à la colonisation, au nettoyage ethnique, au génocide. Cette « porno-guerre », avalanche d'images, a beau être effacée dans l'espace public, elle est le pendant et le contrepoint de l'autre.

Ceux qui, en Occident, apportent leur soutien à Israël n'ignorent pas ces propos et ces pratiques. Nombre d'entre eux les justifient, voire s'en félicitent. En Europe comme en Amérique du Nord, les médias et gouvernements ont eux-mêmes accès à une documentation foisonnante en la matière. Celle-ci a permis à Amnesty International et à Human Rights Watch de caractériser, juridiquement et formellement, les conditions infligées à la population de Gaza comme un génocide en cours². La Cour internationale de justice (CIJ) évoque, elle, un risque de génocide. Cette accusation grave a à peine entamé le soutien matériel, moral, militaire, politique, diplomatique et journalistique dont bénéficie Israël malgré tout. Pourquoi une telle obstination à se rendre sciemment complice de guerres dont il y a toutes les raisons de se dissocier ?

Retour du refoulé colonial

Pour le comprendre, il faut d'abord constater que cette nonchalance est de facture récente. Le massacre de huit mille Musulmans bosniaques à Srebrenica, en 1995, a rapidement été qualifié de génocide. En 2003, des images de tortures à la prison irakienne d'Abou Ghraïba ont déclenché un vaste scandale, forçant l'armée américaine à sévir. Les conditions de vie effarantes au camp de Guantánamo ont d'emblée été perçues comme une exception honteuse, plutôt qu'une nouvelle norme de détention. Mais le contexte actuel n'est plus celui d'un Occident confiant dans ses valeurs humanistes, ses principes démocratiques, son État de droit, son économie du libre-échange et sa lucidité scientifique, qui à eux tous illumineraient le monde. L'espace occidental est aujourd'hui sous l'emprise d'un repli paranoïaque. Il abandonne tout universalisme au profit d'un provincialisme mesquin.

Une partie importante de ses sociétés rêve de police, de sécurité et de virilité, cherche l'étranger à blâmer et se méfie des traîtres en son sein.

Les guerres d'Israël sont venues capter et stimuler cet imaginaire régressif. Israël n'aurait-il pas, au fond, la bonne manière ? Ne détiendrait-il pas la seule vraie solution, face à ces barbares et ces sauvages qui ne comprennent que le langage de la force ? Au lieu de minauder sur les détails, les Occidentaux ne devraient-ils pas rechercher dans ces méthodes musclées des leçons à tirer, des inspirations possibles ? On reconnaît là un retour assumé du refoulé colonial, qui coïncide avec une expression de plus en plus décomplexée d'une nouvelle vague de xénophobie à l'échelle du continent européen : cette fois, ceux que l'on identifie comme inassimilables et insidieusement menaçants ne sont pas juifs, mais arabes et musulmans. De là, il n'y a qu'un pas pour voir dans les guerres d'Israël un front commun.

Cette xénophobie dernière tendance ne remplace pas l'antisémitisme d'antan : elle l'imite et s'y ajoute. Il est d'ailleurs frappant de constater à quel point les soutiens d'Israël font eux-mêmes le jeu d'un antisémitisme toujours vivace. En décriant toute critique d'Israël au nom de la défense des Juifs, ils associent ces derniers à des crimes dont la plupart sont bien évidemment innocents. L'accusation d'antisémitisme brandie comme une insulte jetée à tort et à travers dévalue dangereusement le sens d'un mot ô combien important. De même, parler de pogrom à l'occasion d'une rixe entre hooligans, les 7 et 8 novembre 2024 à Amsterdam, est un acte révisionniste : il revient à banaliser une longue et grave histoire de persécutions tragiques dont l'Europe se refuse encore à faire sincèrement le bilan. Asséner que toute promotion de la cause palestinienne est antisémite n'est qu'un autre aspect de cette esquivé.

Peter Harling est directeur du centre de recherche Synaps à Beyrouth.

Publié pour la première fois dans le Monde diplomatique de février 2025, <https://www.monde-diplomatique.fr/2025/02/HARLING/68040>. Reproduction avec l'aimable autorisation de la rédaction du Monde diplomatique et de l'auteur.

-
- 1 Paru en français sous le titre Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline, Gallimard, Paris, 2012 ; rééd. Folio, 2019.
 - 2 Lire Akram Belkaid, « Israël accusé de génocide », Le Monde diplomatique, janvier 2025.

La campagne israélienne contre le journalisme palestinien

Ces derniers mois, Israël a lancé une offensive contre le journalisme palestinien en menant des attaques ciblées contre des journalistes et des bâtiments de médias dans la bande de Gaza. Cela a des implications bien au-delà de la Palestine : ces attaques représentent une menace pour le journalisme en général.

Ismail al-Ghoul tient un micro de la main gauche. De la main droite, il s'accroche au gilet de presse qu'il porte sur lui. Comme si cela lui donnait un appui et un sentiment de sécurité.

À l'arrière-plan, on voit des décombres, typiques des images qui nous parviennent de la bande de Gaza depuis bientôt deux ans. Agé de 27 ans, le correspondant pour la chaîne d'information qatarie Al Jazeera fait un reportage depuis le camp de réfugiés d'al-Shati. C'est là que se trouve la maison familiale du chef du Hamas Ismaïl Haniya, tué à Téhéran quelques heures plus tôt lors d'une attaque israélienne. Al-Ghoul commence à parler des événements. Derrière la caméra se trouve son collègue de travail, Rami al-Refée, qui a le même âge que lui. Les deux journalistes ne savent pas encore que ce 31 juillet 2024 ils sont en train de faire le dernier témoignage professionnel qu'ils partageront avec le monde.

Le quartier où ils se trouvent est encore calme à ce moment-là. Soudain, une roquette israélienne s'abat sur un bâtiment voisin. Al-Ghoul et al-Refée prennent la fuite à bord de leur véhicule. Plus tard, un autre journaliste qui se trouve également sur place a expliqué au Committee to Protect Journalists (CPJ) qu'ils avaient fui ainsi en pensant que l'attaque annonçait un ordre d'évacuation.

Quelques minutes après que les deux hommes soient partis, un drone israélien frappe leur véhicule. La tête d'al-Ghoul est séparée de son corps. Al-Refée est lui aussi tué sur le coup. Tout comme un jeune de 17 ans qui circulait à vélo près de la voiture. Le fait que ce véhicule portait clairement l'inscription « TV » n'a pas protégé les deux journalistes. Pas plus que le fait qu'ils portaient des gilets de presse au moment de l'attaque.

Des assassinats ciblés de journalistes palestiniens

Aussi atroce que soit cet incident, il ne s'agit pas d'un cas isolé. Le sort d'al-Ghoul et d'al-Refée est représentatif de beaucoup d'autres. Selon le CPJ – une organisation non gouvernementale (ONG) basée aux États-Unis et reconnue internationalement, qui défend la liberté de la presse et les droits des journalistes dans le monde entier – au moins 168 professionnel·les des médias palestiniens ont été tué·es depuis le 7 octobre 2023. Dans une déclaration du 25 avril 2025, les autorités de la bande de Gaza évoquent même un total de 212 journalistes tué·es. Une chose est sûre : pour les reporters de ce territoire côtier palestinien, cette guerre est le conflit le plus meurtrier jamais enregistré.

Les recherches du CPJ révèlent qu'au moins 17 professionnel·les des médias ont été délibérément tué·es par l'armée israélienne ; d'autres cas seraient à l'étude. Les cas d'al-Ghoul et d'al-Refée figurent parmi ceux que le comité a classé comme étant des « assassinats ». Une autre enquête, menée par le magazine en ligne israélien +972¹, révèle un schéma d'attaques ciblées de drones israéliens contre des

journalistes palestinien-nes, même lorsqu'ils-elles sont clairement identifiables en tant que représentant-es de la presse.²

En plus d'être visé-es par des attaques ciblées, les journalistes palestinien-nes sont également attaqué-es par les forces israéliennes. Ainsi, selon les données du CPJ, 84 journalistes ont été arrêté-es depuis le début de la guerre. En mars 2024, quelques mois avant d'être tué, Al-Ghoul avait été arrêté lorsque des soldat-es israélien-nes avaient pris d'assaut l'hôpital al-Shifa. Il avait finalement été relâché après douze heures d'interrogatoire.

Les chiffres des meurtres et des arrestations montrent que les journalistes palestinien-nes de la bande de Gaza ne bénéficient d'aucune protection. Ils-elles y auraient droit en vertu du droit international humanitaire. Selon le protocole additionnel I des Conventions de Genève, les journalistes sont protégé-es en tant que civils lorsqu'ils travaillent dans des zones de guerre. Dans la bande de Gaza, c'est au contraire le gilet de presse qui fait que les journalistes sont ciblé-es par des attaques israéliennes.

L'accusation de terrorisme utilisée comme justification israélienne

Comment Israël réagit-il lorsqu'il est accusé de cibler délibérément les professionnel-les des médias palestinien-nes ? Dans la plupart des cas, l'armée israélienne affirme qu'elle ne vise pas délibérément les journalistes. Mais dans le cas d'al-Ghoul, elle a confirmé son assassinat ciblé le lendemain de l'attaque. Dans un communiqué de presse, elle affirme qu'al-Ghoul était un membre du Hamas et un terroriste « Nukhba » – Nukhba désigne une unité spéciale des brigades Qassam, l'aile militaire du Hamas. Comme « preuve », Israël a publié une liste datant de 2021 qui aurait été trouvée sur des « ordinateurs du Hamas » dans la bande de Gaza et qui indiquerait qu'al-Ghoul travaillait comme ingénieur pour le Hamas. Le CPJ a jugé que ce document était peu crédible. En outre, le fait que l'armée israélienne ait libéré al-Ghoul après l'avoir arrêté quelques mois avant de le tuer plaide contre ces accusations. En effet, pourquoi Israël aurait-il relâché un « terroriste » ?

La pratique israélienne consistant à accuser à posteriori de terrorisme les journalistes palestinien-nes tué-es remonte à la période précédant le 7 octobre 2023. Depuis lors, Israël semble tester une nouvelle stratégie. L'automne dernier, l'armée israélienne a accusé six journalistes d'Al-Jazeera couvrant le nord de Gaza d'appartenir à l'un des groupes militants du Hamas ou du Jihad islamique, les plaçant ainsi quasiment à priori sur une liste de personnes à abattre. Là encore, le CPJ a trouvé peu crédibles les « preuves » fournies par Israël pour justifier des assassinats planifiés.

Pourtant, le 24 mars 2024, l'armée israélienne a tué Hossam Shabat, 23 ans l'un de ces six journalistes, dans une attaque aérienne ciblée sur une voiture. Dans un article publié sur la plateforme d'information X,

l'armée israélienne s'est référée aux prétendues preuves publiées des mois plus tôt et a écrit à ce sujet : « Ne vous laissez pas troubler par le gilet de presse. Hossam était un terroriste. »

Attaques israéliennes contre des bâtiments abritant des médias

Deux exemples montrent que la campagne israélienne n'est pas seulement dirigée contre des journalistes individuel-les, mais aussi contre le journalisme palestinien en général. En automne 2023, des projectiles israéliens ont détruit les bureaux de l'Agence France Presse (AFP) dans la ville de Gaza. Arab Reporters for Investigative Journalism – qui fait également partie du « Gaza Project » a mené une enquête de quatre mois qui a montré que l'agence diffusait en direct depuis Gaza lorsqu'elle a été attaquée, alors que les militaires israélien-nes connaissaient l'emplacement exact.

La Press House de la ville de Gaza a également été la cible de tirs israéliens. Cette ONG était autrefois considérée comme un lieu de refuge sûr pour les journalistes palestinien-nes. Les jeunes professionnel-les des médias pouvaient y bénéficier non seulement d'ateliers, mais aussi d'un prêt d'équipement de protection. La Press House est surtout connue pour son engagement en faveur de la promotion du journalisme indépendant – une préoccupation qui ne va pas toujours de soi dans la bande de Gaza en raison des appartenances à des camps politiques. Les partenaires et donateurs, dont la liste figure sur le site Internet de la Press House³, montrent que l'ONG jouit également d'une reconnaissance internationale pour son travail. Outre l'UE, l'Unesco, le Canada et la Norvège, la Suisse en fait également partie.

Une enquête de +972 Magazine⁴ dans le cadre du « Gaza Project » décrit en détail comment l'armée israélienne a détruit en février 2024 le siège de la Press House. Rami Abu Jamous, directeur de la Press House – qui a remplacé Bilal Jadallah, fondateur de l'ONG en 2013 et tué dans un raid aérien israélien en novembre 2023 – a déclaré au magazine israélien que la Norvège et la Suisse avaient informé l'armée israélienne des coordonnées du bâtiment avant l'attaque. Si cela s'avère exact, il s'agit là aussi d'une attaque israélienne ciblée contre un bâtiment abritant des médias.

Peu de solidarité avec les professionnel-les des médias palestinien-nes

Les attaques contre les journalistes et les médias palestiniens créent un dangereux précédent car ils savent le rôle important des journalistes lorsqu'ils-elles couvrent des guerres et présente une menace fondamentale pour le journalisme.

En Suisse au moins quelques journalistes expriment leur inquiétude face aux actions israéliennes et se solidarisent avec leurs collègues de la bande de Gaza. Dans une lettre ouverte, 111 journalistes

demandent entre autres la protection des journalistes dans la bande de Gaza et une couverture médiatique plus équilibrée de la guerre, travail dans lequel les journalistes palestinien·nes sur place devraient également être impliqué·es.

Cette implication est d'autant plus importante que depuis le 7 octobre 2023, Israël n'autorise pas les journalistes internationaux indépendants à entrer dans la bande de Gaza, ce qui constitue une restriction alarmante de la liberté de la presse. Seule une visite de la bande côtière en compagnie de l'armée israélienne est possible, mais les journalistes sont confiné·es et ne peuvent pas faire de reportages indépendants.

Une lettre ouverte, dans laquelle sont également représentés des journalistes de la SRF, de 20 minutes, du Blick et d'autres médias suisses connus, revendique aussi la levée de l'interdiction d'entrée dans les zones de guerre. Pour le reste, une solidarité ferme avec les collègue·s professionnel·les palestinien·nes reste largement absente. Une autre lettre ouverte représentant plus de 70 médias internationaux et organisations de la société civile demande à Israël d'accorder aux journalistes internationaux·ales un accès indépendant à la bande de Gaza. Mais aucun média suisse n'y a participé.

« Je suis fatigué, mon ami »

Les professionnel·les des médias palestinien·nes qui couvrent la bande de Gaza assument une fonction centrale, car ils·elles sont ceux·celles qui documentent les effets dévastateurs de la guerre sur la population civile palestinienne. Il ne faut pas oublier qu'ils·elles vivent et travaillent dans les mêmes conditions que le reste de la population, dont notamment le manque de nourriture, d'eau et de matériel médical, ainsi que les déplacements de population. Il va sans dire que cela représente une charge mentale extrême.

Al-Ghoul a également fait cette expérience. Il témoignait depuis le nord de la bande de Gaza, particulièrement touché par la crise humanitaire. Lorsqu'il a été tué, il n'avait pas revu sa femme et sa fille Zina depuis le début de la guerre, lorsqu'elles avaient fui vers le sud. Zina avait alors deux ans, elle a donc grandi sans son père, et cela ne changera pas.

Quelques jours avant sa mort, al-Ghoul a décrit dans un message à un collègue la charge émotionnelle de la guerre à Gaza : « Je peux te dire, mon ami, que je ne connais plus le goût du sommeil. Les cadavres des enfants, les cris des blessés et leurs images gorgées de sang ne me sortent plus de la tête. Les cris des mères et les gémissements des hommes qui pleurent leurs proches ne disparaissent plus de mes oreilles. [...] Je suis fatigué, mon ami. »

- 1 <https://www.972mag.com/israel-drone-gaza-journalists-forbidden-stories/>
- 2 L'enquête a été menée dans le cadre de «The Gaza Project» – une collaboration internationale de 13 entreprises de médias, dont Tamedia, coordonnée par l'ONG «Forbidden Stories», afin de démasquer les attaques israéliennes contre les professionnel·les et les bâtiments des médias palestiniens.
- 3 <https://en.palbas.org/>
- 4 <https://www.972mag.com/gaza-press-attacks-israeli-army/>

Sumoud – La résistance quotidienne des habitant-es de Gaza en temps de génocide

L'olivier n'est pas seulement une plante ordinaire, dans la culture palestinienne il symbolise la résistance et la volonté de vivre. Avec des racines qui s'enfoncent profondément dans la terre, il s'accroche malgré l'adversité, reflétant ainsi la force de l'identité palestinienne et son profond attachement à la terre.

Sumoud, mot arabe signifiant « fermeté » ou « persévérance inébranlable », est un terme courant qui décrit la résistance quotidienne du peuple palestinien face à l'occupation israélienne, à l'oppression, à la violence, au nettoyage ethnique et à la tentative actuelle de briser définitivement sa volonté et d'imposer une nouvelle réalité. Ce concept central de la conscience collective palestinienne remonte au soulèvement de 1936 à 1939 contre le mandat britannique en Palestine (1917–1948). Il a pris une nouvelle signification pendant la guerre dite de Palestine de 1947 à 1949, lorsque des organisations terroristes sionistes de l'État d'Israël naissant ont forcé les Palestinien·nes à se défendre contre les expropriations et la destruction de villages entiers ainsi que contre l'expulsion de plus de 700 000 personnes (environ 80% de la population de la Palestine de l'époque). Depuis cet événement, appelé la Nakba ou la catastrophe, le Sumoud est considéré comme un symbole national dans la lutte contre l'occupation et pour le maintien sur la terre palestinienne, quoi qu'il arrive.

Cette lutte ne comprend pas seulement l'organisation et la réalisation de manifestations politiques ou culturelles, mais se manifeste surtout dans des activités concrètes de la vie quotidienne, comme par exemple le fait de construire et reconstruire des maisons malgré le risque de démolition, de faire la navette

pour aller travailler ou se divertir malgré les nombreux postes de contrôle, d'investir dans l'éducation et des projets économiques pour renforcer l'autonomie, de créer et renforcer des institutions non étatiques, de garantir la responsabilité sociale des entreprises et, enfin et surtout, d'être déterminé à mener une vie aussi normale que possible. Le Sumoud s'enracine dans l'amour profond des gens pour le lieu où ils sont nés, où ils ont élevé leurs enfants et enterré leurs proches. Et ce lieu est la Palestine, leur terre ancestrale. C'est pourquoi il n'y a pas d'autre choix que de s'opposer à l'occupation et à l'expulsion et de continuer à lutter pour la liberté. C'est pourquoi, malgré les atrocités et les destructions, les bombardements incessants, la misère et le deuil, le froid et l'humidité, la faim et la soif, les survivants de la bande de Gaza continuent de se relever et d'essayer de mener une vie plus ou moins correcte au sein de leur famille et d'aider leurs semblables du mieux qu'ils peuvent.

Depuis octobre 2023, Israël mène dans la bande de Gaza une guerre d'une cruauté impitoyable contre la population palestinienne, sous les yeux du monde entier et avec le soutien des États-Unis, de l'Allemagne et d'autres pays occidentaux et arabes. Presque toutes les habitant-es ont été expulsé-es, souvent à plusieurs reprises, des dizaines de milliers ont été tué-es ou mutilé-es, dont environ 70 % de femmes et d'enfants. Au début, Israël espérait encore pouvoir diviser la société en lançant des centaines de milliers de tracts appelant les Palestinien·nes à se rebeller contre le Hamas et à révéler les noms de ses membres, en échange de fortes récompenses. Il s'agissait également d'inciter les chefs de clans à prendre le contrôle de certaines zones en échange de nourriture et de protection. Lorsque cela n'a pas fonctionné, Israël a commencé à tuer systématiquement les représentants des clans et les conseiller·ères municipaux·ales, à empêcher les importations d'aide et à obliger la population civile de se déplacer d'une partie de la bande de Gaza vers une autre par des bombardements incessants.

Même survivre, c'est résister

Les attaques d'Israël sont dirigées non seulement contre les Palestinien·nes, mais aussi contre leurs moyens de subsistance et leur histoire. En détruisant l'ensemble des infrastructures, Israël tente délibérément d'effacer le passé de Gaza et de nier le droit des habitant-es à un avenir dans leur patrie. Mais jusqu'à présent, malgré sa machine de guerre ultramoderne, Israël n'est pas parvenu à atteindre cet objectif d'expulsion définitive de la population palestinienne et de prise de possession de la bande de Gaza, objectif visé depuis la création de l'État et communiqué publiquement par les politicien·nes et les militaires israéliens en tout cas depuis l'automne 2023. La capacité de résistance des habitant-es de la bande de Gaza a toujours été plus forte que tous les plans élaborés contre eux-elles.

Sur le site de l'université islamique de la ville de Gaza, détruite, 2 avril 2025. Photo : Majdi Fathi



Pendant tous ces mois de terreur, des individus et des groupes ont à plusieurs reprises pris des initiatives pour améliorer les conditions de vie de toute la communauté. Ainsi, des jeunes ont bricolé des éoliennes avec des panneaux solaires, permettant de produire de l'énergie électrique pour alimenter des lampes ou recharger des téléphones portables. Des paysans isolés ou des groupes de jeunes femmes ont commencé à cultiver des champs et à y semer des graines de légumes ou de céréales. Des enseignant-es ont installé des écoles sous des tentes, des médecins se sont occupés de malades, des jeunes femmes ont proposé des traitements de beauté. Des poétesses récitent des poèmes, des artistes peignent des tableaux, des animatrices de jeunesse égayent les enfants avec des jeux et du théâtre. Bien que ces tentatives aient été régulièrement réduites à néant par de nouveaux bombardements et expulsions, elles sont systématiquement réinventées ailleurs.

Enfin, en janvier 2025, un accord de cessez-le-feu en trois phases négocié par le Qatar avec l'aide de l'Égypte et des États-Unis, a été conclu entre Israël et le Hamas. Son contenu correspondait globalement à la proposition du printemps 2024, également acceptée par le Hamas, mais refusée par Israël. Lors de l'entrée en vigueur de la première phase de ce cessez-le-feu le 19 janvier, au 471^{ème} jour du génocide israélien, la population a réagi avec un grand soulagement et une immense euphorie. Elle est descendue dans la rue en criant, en chantant et en pleurant de joie. Non pas parce que le cessez-le-feu allait ramener leurs proches tués ou mettre fin à leurs souffrances, ni parce que leurs anciens quartiers allaient soudainement ressusciter des tas de ruines, mais parce qu'elle avait enfin l'occasion de respirer et de chercher ses mort-es enseveli-es dans les ruines afin de pouvoir leur faire définitivement des adieux lors d'un enterrement digne. Le cessez-le-feu a également permis aux gens de laisser libre cours aux larmes retenues depuis plus de 15 mois. Et enfin, leur a permis, dès le 26 janvier, de se mettre en route vers les ruines de leurs maisons dans les anciens villes et villages du nord de la bande de Gaza. Les jours suivants, environ un demi-million de réfugié-es ont saisi cette opportunité et sont rentré-es chez eux-elles, avec leurs affaires, formant de longues colonnes.

Une lueur d'espoir au milieu de la dévastation

Bien que les destructions soient encore plus graves au nord et que la lutte pour trouver un abri, de la nourriture et de l'eau soit beaucoup plus difficile en raison de la quantité réduite d'aide acheminée, ceux et celles qui sont revenu-es, et malgré leur grande fatigue, se sont immédiatement attelé-es, avec des moyens rudimentaires, à nettoyer leurs rues et à déblayer les décombres. Ils-elles se sont assis-es sur ce qui restait de leurs maisons et ont monté à proximité des tentes de fortune, heureux-ses d'être de retour. Et ils-elles

jurèrent avec défi qu'aucune force ne pourrait plus jamais les chasser de chez eux-elles. Des bodybuilders sont retournés dans leurs salles de sport détruites, ont déterrés des machines à moitié intactes et ont repris leur entraînement au milieu des murs et des plafonds effondrés. Un père a composé avec son fils une nouvelle chanson dans le style traditionnel levantin. Des enfants – dont plus de 17 000 ont été tués selon l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) – ont pris possession de chars israéliens détruits comme de nouveaux terrains de jeu. Les autorités municipales ont commencé à réparer certaines conduites d'eau et à dégager des routes. Les médecins et le personnel soignant ont réaménagé les locaux des hôpitaux bombardés de manière à pouvoir à nouveau soigner les patient-es.

Au début du ramadan, des bénévoles et des organisations humanitaires locales ont installé de longues rangées de tables et de chaises dans les rues dégagées et ont tendu des guirlandes colorées avec des lampes et des fanions palestiniens entre les murs des maisons restées debout, afin de pouvoir, le 1er mars, à l'occasion de la première rupture du jeûne après le coucher du soleil, accueillir avec fierté les habitant-es du quartier et les personnes déplacées. Sur l'un des murs, on a peint « le Ramadan nous rassemble ». « Les gens sont profondément tristes et tout ce qui nous entoure est déchirant », a déclaré Malak Fadda, qui a participé à l'organisation du repas commun. « C'est pourquoi nous avons décidé de redonner de la joie à cette rue, comme elle l'avait avant la guerre. » Malgré toute la tristesse et l'incertitude quant à l'avenir, les personnes qui se sont alors rassemblées autour des tables se sont senties transportées, l'espace d'un court instant, dans un passé lointain et plus heureux. Mohammed Abu Al-Jidyan explique : « Nous sommes assis ici au milieu des destructions et des décombres et nous ne savons pas ce qu'on fera de notre vie. Nous craignons que la guerre ne revienne et n'apporte encore plus de destruction. Mais malgré la douleur et nos blessures, nous tenons bon. Ici, nous prenons l'iftar sur nos terres et nous ne quitterons pas ce lieu. »

Mais dès le lendemain, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a annoncé qu'il suspendait à nouveau l'entrée de toutes les fournitures vitales telles que la nourriture, les médicaments, le carburant et, plus tard, l'électricité, et il a ordonné à l'armée israélienne de rappeler 400 000 réservistes. La raison officielle donnée pour ces mesures punitives était que le Hamas insistait sur l'application correcte du cessez-le-feu en trois phases, alors que les États-Unis et Israël avaient soudainement changé les règles du jeu en présentant une proposition demandant une prolongation de la première phase jusqu'à la mi-avril. Le cessez-le-feu permanent initialement prévu pour la phase 2, la remise des otages restants en échange de prisonnier-ères palestinien-es et le retrait complet de toutes les forces israéliennes de la bande de Gaza étaient ainsi abandonnés, du moins provisoirement, ce qui était bien entendu inacceptable pour le Hamas.

Au-delà de ce qui est supportable

Israël, qui avait déjà torpillé toutes les propositions de cessez-le-feu depuis octobre 2023, a ainsi violé de manière flagrante l'accord qui était finalement entré en vigueur le 19 janvier 2025, alors même qu'il ne l'avait jamais vraiment respecté depuis le début, puisque les attaques aériennes et les tirs de snipers n'avaient jamais cessés, bien qu'avec une intensité légèrement moindre. Contrairement à ce qui avait été convenu, une partie du blocus a été maintenue, notamment pour la livraison de couvertures, de vêtements et d'abris vitaux tels que des tentes et des caravanes, ce qui explique que de nombreux nouveau-nés soient morts d'hypothermie en raison du froid. L'importation d'engins de construction lourds pour déblayer les décombres, l'entrée de personnel médical ainsi que le transport de civils blessés vers des hôpitaux en dehors de la bande de Gaza ont été entravés, alors que malgré les énormes défis logistiques, le Hamas s'est toujours efforcé de respecter autant que possible les consignes.

Israël a reçu le feu vert pour cette proposition de dernière minute de la part du président américain Donald Trump en personne, dont la vue des tas de décombres avait entre-temps poussé à imaginer des configurations bizarres. Il a partagé une vidéo d'IA grotesque montrant au début des enfants sur une route jonchée de débris menant à une plage avec des palmiers, des yachts et des gratte-ciels. Trump sirote un cocktail en maillot de bain avec Netanyahu à la piscine d'un hôtel. Sur la plage de la bande de Gaza, désormais reprise par les États-Unis et transformée en « Riviera du Proche-Orient », l'argent pleut, Elon Musk mange des galettes avec du houmous, une voix chante l'avenir glorieux de Gaza et, dans le centre-ville, une immense statue en or de Trump domine le décor. Tout cela n'avait rien d'humoristique, mais montre la vision sérieuse de l'ancien nabab de l'immobilier. Pour les Palestinien-nes, il n'y a évidemment plus de place. Ils-elles sont invité-es à quitter le pays de leur plein gré, faute de quoi ils-elles seraient expulsés par la force militaire ou, si nécessaire, tués-es. C'est donc la logique bien connue des conquérants coloniaux qui, au nom de la civilisation et du progrès, dévastent des pays, réduisent des villes en poussière, tuent des millions de personnes, font taire les langues et les histoires, pour ensuite hisser leurs drapeaux sur les ruines et annoncer qu'ils ont découvert une Terra Nova vide, une terre sans passé, sans mémoire, sans êtres humains. Mais Gaza n'est pas et n'a jamais été vide. Gaza était déjà un territoire ancien quand la Rome antique était encore jeune. Gaza a prospéré avant même que l'on puisse imaginer Londres et Paris. Depuis au moins 5000 ans, les Cananéens, les Égyptiens, les Philistins, les Assyriens, les Babyloniens, les Perses et les Grecs y ont laissé leurs traces. Gaza était un melting-pot de cultures et de religions, où musulman-es, chrétien-nes et juifs-juives cohabitaient bien avant la création de l'État d'Israël en 1948.

Aux États-Unis, la proposition de Trump a reçu de nombreux éloges de la part des républicains et elle a

bien entendu été accueillie avec enthousiasme par Netanyahu comme une « idée nouvelle ». En revanche ce plan a suscité la colère et l'incrédulité des survivant-es de la bande de Gaza. Ils-elles connaissent mieux que quiconque les terribles conséquences des 15 mois d'attaques israéliennes, précédées par des années de blocus et au moins six autres guerres. Abu Firas vit sous une tente sur la côte que Trump veut transformer en « Riviera du Proche-Orient ». Sa maison à l'est de Khan Younis a été détruite et il a perdu 80 membres de sa famille. Il veut de l'aide pour reconstruire et non un billet pour quitter ce lieu qu'il aime. Il explique : « Nous préférons mourir ici plutôt que de quitter ce pays. Aucun argent au monde ne pourra remplacer notre pays. » Et Walid al-Munayya, qui a été déplacé six fois pendant la guerre, ajoute : « Nous avons un proverbe traditionnel : « Qui quitte sa maison perd sa dignité. » Nous sommes un peuple résistant. Nous resterons ici et ne céderons pas un pouce de notre terre. » Ramz, un quinquagénaire père de quatre enfants, affirme : « Peu importe où quelqu'un s'installe ou combien il essaie de vivre dans de belles villes, il ne trouvera jamais la paix, sauf dans sa propre ville et son propre pays. En fin de compte, malgré toute cette destruction, nous resterons ici, sur notre terre, pour vivre et mourir dans la dignité. » Firas ajoute : « Israël a bombardé Gaza avec toutes sortes de bombes et de roquettes. Malgré tout cela, ils n'ont pas pu contrôler Gaza. Alors comment peuvent-ils nous forcer à partir ? Quelles souffrances peuvent-ils encore nous infliger ? »

Les portes de l'enfer

Quoi qu'il en soit, suite au feu vert de Trump, l'accord de cessez-le-feu n'avait plus aucune chance d'être reconduit. Et plus vite que prévu, la joie du répit qui avait été accordé à la population palestinienne a pris fin brutalement. Le mardi 18 mars au petit matin, alors que les gens dormaient encore, l'armée israélienne a bombardé sans avertissement préalable la bande de Gaza, massacrant plus de 430 Palestiniennes, dont au moins 180 enfants, 90 femmes, des familles entières et plusieurs hauts responsables militaires et civils du Hamas. Ces nouvelles attaques ont été accompagnées de menaces belliqueuses. Le Premier ministre Netanyahu a averti que ce n'était que le début, et le ministre de la Défense Israël Katz a déclaré que les règles du jeu avaient changé et que les portes de l'enfer s'ouvriraient si tous les otages n'étaient pas immédiatement libérés. Il a menacé d'une « destruction et d'une dévastation totales » : Gaza serait israélienne ou ne sera pas. Le vendredi suivant, Israël a lancé une nouvelle offensive terrestre. Jusqu'au 25 mars, des dizaines de milliers de personnes ont une nouvelle fois été déplacées, des hôpitaux et des cuisines collectives ont été bombardés et plus de 800 personnes ont été tuées, dont des journalistes, des membres de la protection civile et du personnel médical du Croissant-Rouge et de l'UNWRA.

Comme depuis le début de la guerre en octobre 2023, des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans les rues du monde entier pour protester contre ces nouveaux massacres, alors que la plupart des gouvernements sont restés obstinément silencieux. Certes, certains pays occidentaux comme la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne se sont montrés préoccupés et ont exhorté Israël à rétablir le cessez-le-feu. Mais dans le même temps, ils continuent à fournir au pays des armes, des finances, des renseignements militaires et, surtout, un soutien politique en s'attaquant aux organisations et aux personnes qui, chez eux, condamnent la guerre d'extermination menée contre la population palestinienne et la complicité occidentale. Selon la charte de l'ONU, tous les pays seraient tenus, en vertu du droit international, de prendre des mesures punitives contre les crimes manifestes d'Israël. Mais ce n'est pas Israël qui est cloué au pilori, c'est le Hamas. Il est tenu pour responsable de la violation de l'accord de cessez-le-feu et est appelé à déposer les armes et à libérer les otages « qu'il détient de manière cruelle et qu'il refuse obstinément de libérer ».

Cette impunité persistante permet à Israël de poursuivre à sa guise ses attaques. Ses crimes ne sont presque jamais qualifiés comme tels. Et lorsque le ministre britannique des Affaires étrangères David Lammy a enfin eu le courage de mentionner l'évidence – à savoir qu'Israël enfreignait effectivement le droit international en bloquant l'aide à Gaza – il a été immédiatement réprimandé par son propre gouvernement. En tentant constamment d'ignorer, de justifier, de minimiser ou de dissimuler les crimes israéliens, les gouvernements et les médias occidentaux se rendent pourtant complices de ces mêmes crimes. En outre, ce comportement sape les règles les plus fondamentales de l'ordre international et de la Charte des Nations unies, à la création desquels les pays européens et les États-Unis ont largement contribué après 1945 afin de rétablir la paix après la Seconde Guerre mondiale dévastatrice et l'Holocauste.

Le prix du silence

La situation dans la bande de Gaza a désormais pris des proportions apocalyptiques. La population est de plus en plus confrontée aux conséquences de cette guerre généralisée menée par Israël depuis plus d'un an et demi ainsi que du blocus total. Elle affronte la faim, la soif, la mort, les maladies, les blessures et l'effondrement généralisé des soins médicaux et de l'ordre public. Elle est plus épuisée, plus désespérée et plus désabusée que jamais. Ramez, un adolescent de 17 ans originaire de Gaza, écrit : « Ma famille se trouve dans une situation extrêmement difficile. Je ne pouvais pas me permettre de manger. Tout est cher ici. Je ne sais pas ce que je dois faire. La faim est de retour. » Le lendemain, il écrit : « Dieu seul sait ce que nous traversons. Nous avons fui sans rien emporter et nous sommes maintenant à la rue. La situation est extrêmement grave. Un massacre a été perpétré juste

sous nos yeux et ils nous ont demandé de fuir sous les tirs. » Un homme d'âge moyen est assis en silence sur les ruines de sa maison. La poussière de la destruction lui colle à la peau. Lorsqu'on lui demande pourquoi il ne part pas, pourquoi il reste dans l'ombre de la dévastation, il répond calmement mais imperturbablement : « Mon fils est mort ici. C'est ici que son sang a coulé. Ses os sont sous ces décombres. Quand je suis assis ici, je me sens proche de lui. » Dans cette seule déclaration, il y a le poids de mille histoires non racontées.

Avant la guerre, la vie dans la bande de Gaza, l'un des territoires les plus densément peuplés au monde, était déjà loin d'être facile, l'économie ne pouvant pas se développer normalement en raison des années de blocus et des conditions politiques. Mais les habitants étaient malgré tout fiers de leur histoire millénaire, de leur esprit de révolte même dans les moments difficiles, de leur cohésion et de leur engagement pour l'éducation dans plus d'une douzaine d'universités. Ils aimaient les belles plages, le climat ensoleillé et appréciaient de se détendre dans les vergers, les restaurants et les cafés. Tout cela est désormais détruit. Les habitant-es de la bande de Gaza ne se tiennent pas seulement sur les ruines de leurs maisons, dont la poussière résonne des rires des défunts. Ils se tiennent sur les ruines d'une histoire volée, sur les souvenirs de villes et de villages florissants et vivants, effacés de la terre pour faire place aux rêves des autres. « Un pays sans peuple », leur a-t-on dit. « Il n'y a pas de Palestiniens », déclarait l'ancienne Première ministre israélienne Golda Meir, une femme qui possédait elle-même un passeport palestinien avant la création de l'État d'Israël. Et ce mensonge s'est propagé dans le monde entier. C'est ainsi que pour les dirigeant-es des pays occidentaux, la bande de Gaza n'est plus qu'un tas de ruines à déblayer. Mais pour la population palestinienne, il s'agit non seulement de leur vénérable patrie, mais d'une terre sacrée. Ils-elles se demandent : « Comment pouvons-nous laisser derrière nous les quelques restes de nos proches ? Comment pouvons-nous partir alors que chaque pierre brisée est une pierre tombale ? » Abandonner cela reviendrait à trahir les générations qui sont déjà mortes pour leur patrie. Partir, ce serait finalement céder au mensonge sioniste et permettre à Israël d'effacer l'histoire palestinienne.

Pas de super-héros

Comme l'éminent écrivain et penseur politique palestinien Ghassan Kanafani écrivait déjà dans les années 1950, la bande de Gaza, enclavée entre la Méditerranée, la péninsule du Sinaï, le désert du Néguev et Israël, abrite, par le siège brutal qu'elle a subi, par les bombardements, l'oppression, la faim, la mort, la dévastation et d'innombrables autres difficultés, une population particulièrement forte, tenace, combative, prête au sacrifice et résistante, profondément enracinée dans sa terre et refusant sans faillir de l'abandonner. C'est d'elle que nous pouvons apprendre ce que vaut

la vie et ce que vaut l'existence. Mais elle n'est pas non plus composée de super-héros qui pourraient tout supporter et qui sont immortels. Face au génocide actuel, les Palestinien·nes de Gaza, qui depuis maintenant plus d'un an et demi écrivent, racontent, interpellent le monde et lui demandent de l'aide et du soutien sans être vraiment écoutés, ont besoin de notre solidarité sans partage, forte, insistante, inébranlable, bruyante, efficace.

Nous ne pouvons pas permettre qu'Israël réalise ce plan monstrueux, déjà en cours, qui consiste à enfermer la population de Gaza dans une ou plusieurs enclaves fermées, véritables camps de concentration, puis à laisser la maladie, la faim, le désespoir et la désespérance faire le reste, jusqu'à ce que les dernier·ères survivant·es soient forc·es à l'exil. Nous ne devons pas permettre que des revendications de propriété illégales soient imposées par l'utilisation d'une force militaire démesurée contre une population civile désarmée et que l'extermination des « autres » par la déshumanisation redevienne la norme. Nous ne pouvons pas permettre au génocide de Gaza de détruire les idéaux et les valeurs des générations d'après-guerre et d'accélérer la désintégration du tissu moral des institutions internationales. Nous ne pouvons pas permettre que le droit international et la Charte des droits humains continuent à être appliqués de manière sélective et politisée, comme le montre aujourd'hui de manière douloureuse la souffrance de la population palestinienne. Nous ne pouvons pas permettre à Israël de continuer à jouir de l'impunité pour les atrocités systématiques qu'il commet depuis des décennies, et que les Palestinien·nes soient, selon le pouvoir en place, les coupables à punir, auquel·les toute forme de résistance est refusée. Nous ne devons pas permettre à Israël de mettre en œuvre le projet ancestral sioniste de construction d'Eretz Israël, du fleuve à la mer, par l'expulsion et l'extermination de la population palestinienne autochtone. Nous ne devons pas permettre que Gaza, symbole exemplaire de la résistance et de la libération tant attendue, soit réduite au silence par l'extermination.

Si nous le permettons, nous devons en payer le prix fort, car l'illusion selon laquelle nous respectons l'état de droit et protégeons les droits humains, la démocratie, les « vertus » de la civilisation occidentale, serait à jamais anéanti. La barbarie raciste, colonialiste et génocidaire d'Israël serait alors la nôtre. Il n'y aurait alors plus lieu de se demander qui était du côté de l'humanité et qui ne l'était pas, ou si l'ordre international est désormais un ordre dans lequel « la force prime le droit » ou « le droit prime la force ». Est-ce cela que nous voulons ? Le sort de Gaza, et donc l'avenir des Palestinien·nes, est aussi entre nos mains. Personne ne devrait jamais pouvoir nous reprocher de « l'avoir su » et de n'avoir rien fait pour l'éviter. Ne laissons donc pas les Palestinien·nes seul·es dans leur lutte pour la résistance et la survie.

Avril 2025

- <https://www.palquest.org/en/highlight/33633/sumud>
- <https://www.middleeastmonitor.com/20250117-gaza-teaches-the-world-a-lesson-in-resilience-en>
- <https://www.middleeasteye-net/opinion/gaza-survived-thousands-years-cannot-erase-trump-israel>
- <https://www.theguardian.com/world/2025/feb/05/palestinians-react-to-trump-plan-for-gaza>
- <https://www.al-monitor.com/originals/2025/03/steadfast-gazans-begin-second-ramadan-amongst-rubble>
- <https://www.palestinechronicle.com/aid-blockades-civilian-executions-how-israel-violates-the-gaza-ceasefire/>

Brèves été 2025

04.02.2025, Varsovie

« La filiale d'Airbus, Airbus DS Airborne Solutions (ADAS), et son partenaire de longue date, Israël Aerospace Industries (IAI), continueront à fournir des drones de surveillance maritime à Frontex, l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes. » Pourtant : « Les gouvernements et les agences gouvernementales du monde entier sont tenus par la loi de ne pas soutenir le génocide de quelque manière que ce soit. En approuvant un contrat en faveur d'un fabricant d'armes israélien, Frontex enfreint la Convention sur le génocide, un instrument clé du droit international. »

<https://defence-network.com/frontex-waehlt-airbus-und-iai-seeueberwachung/> ;
<https://senderfreiespalast.de/pdfs/frontex-leugnet-unterstuetzung-fuer-die-israelische-waffenindustrie.pdf>

15.02.2025, Berlin

Le rapport « (K)eine Alternative zum Krieg », de la Fondation Rosa Luxemburg, se penche sur la militarisation d'Israël et son impact sur sa société. « Pourquoi tout le monde (ou presque) participe-t-il à cette militarisation ? Depuis un an et demi, il semble que la société (judéo-)israélienne s'enfonce dans une sorte de frénésie belliqueuse sans pouvoir imaginer un avenir commun au-delà d'un cycle éternel de violence basé sur la domination israélienne de l'ensemble de la Palestine historique, y compris la Cisjordanie et la bande de Gaza illégalement occupées. » Le rapport donne un aperçu exhaustif d'une société dans laquelle le récit de la défense par la violence est transmis dès le plus jeune âge.

<https://www.rosalux.de/publikation/id/53215/keine-alternative-zum-krieg>

06.03.2025, Londres

Les communications privées des Palestinien·nes sont surveillées et utilisées à des fins militaires. Le Guardian publie un rapport sur les développements technologiques actuels. L'unité 8200 de l'armée israélienne alimente un outil fondé sur l'IA avec des messages textuels et des conversations en arabe, éléments qui peuvent ensuite être utilisés de manière similaire au GPT. Cela constitue donc une menace supplémentaire. En interceptant des messages textuels privés, Israël viole les lois sur la protection des données, mais il expose également les personnes à une technologie qui génère des résultats racistes et erronés, qui sont par exemple ensuite utilisés par l'armée

pour procéder à des arrestations. Les experts s'accordent sur le fait que le GPT n'est pas un appât à l'espionnage, car il ne fait que reproduire les préjugés existants, son efficacité dépendant des données qui lui ont été fournies.

<https://www.theguardian.com/world/2025/mar/06/israel-military-ai-surveillance>

11.03.2025, Jérusalem-Est

La célèbre librairie Educational Bookstore appartenant à la famille Muna, est pour la deuxième fois prise d'assaut par l'armée, les propriétaires sont brièvement emprisonnés. En outre, tous les livres dont la couverture comporte le mot Palestine ou le drapeau palestinien sont confisqués.

<https://www.theguardian.com/world/2025/mar/11/israeli-police-raid-palestinian-bookshop-east-jerusalem-twice-in-a-month>

14.03.2025, Genève

La Commission d'enquête sur le territoire palestinien occupé créée par le Conseil des droits humains de l'ONU a récemment publié un rapport qui met en évidence la violence exercée contre le peuple palestinien. Cet exposé établit clairement l'existence d'une violence sexualisée : Israël poursuit des intentions génocidaires en détruisant délibérément des hôpitaux pour des femmes et des enfants, en refusant l'accès aux soins de santé reproductive, en exerçant des violences sexuelles contre les détenus, en abusant systématiquement des femmes, en laissant les auteurs de ces actes impunis, etc. Le rapport renforce ainsi l'accusation portée contre Israël devant la Cour internationale de justice et montre une fois de plus qu'outre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, l'accusation de génocide doit également être examinée.

https://mondoweiss.net/2025/03/new-bomb-shell-un-report-accuses-israel-of-sexual-and-gender-based-violence-against-palestinians/?ml_recipient=148939816753432445&ml_link=148939765113161004&utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_term=2025-03-21&utm_campaign=Daily+Headlines+RSS+Automation

18.03.2025, Berne

Le Conseil des États décide finalement de continuer à soutenir financièrement l'agence d'aide aux réfugiés UNRWA, mais il formule une réserve, en spécifiant que la Suisse devrait s'engager auprès de l'ONU pour trouver une solution de remplacement de l'UNRWA. Il précise que le Conseil fédéral devrait examiner des alternatives – par exemple la possibilité d'intégrer l'aide aux Palestiniennes dans l'agence de l'ONU pour les réfugiés (UNHCR) – afin de garantir qu'aucun acte terroriste ne soit cofinancé. Cette décision est choquante car aucun des reproches formulés par les milieux sionistes n'a été confirmé. La lutte menée

contre l'UNWRA depuis des années vise à supprimer le droit des réfugiés palestiniens, alors que le droit international leur reconnaît le droit de rentrer chez eux-elles.

25.03.2025, Mexico City

« Le Mexique est le 147^e pays à avoir reconnu l'État de Palestine le 20 mars 2025. La présidente en exercice du Mexique, Claudia Sheinbaum, est juive. Elle « a réaffirmé son engagement en faveur des droits humains des Palestiniennes en accueillant l'ambassadrice de l'Autorité palestinienne au Mexique, Nadya Rasheed », rapporte l'agence de presse « Pressenza ».

<https://www.infosperber.ch/politik/mexiko-anerkennt-palaestina-als-staat/>

Mars 2025, Washington

Avec la nouvelle législature de Trump, l'EastMed Pipeline, ce gigantesque projet de construction pour l'approvisionnement énergétique de l'Europe sous l'égide des États-Unis, est désormais à nouveau sur la table. Le gazoduc doit acheminer le gaz des régions côtières d'Israël et d'Égypte vers l'Europe par une liaison sous-marine via la Crète/Grèce. En raison de tensions politiques, le projet a été bloqué par l'administration Biden et abandonné. Il pourrait désormais faire partie de la nouvelle stratégie d'approvisionnement énergétique des États-Unis et normaliser la coopération avec Israël. Ce projet a suscité une résistance des groupes écologiques et du mouvement de solidarité avec la Palestine qui font une tournée en Europe pour sensibiliser sur ce projet.

<https://stopeastmed.org/>

03.04.2025 Genève

En avril 2025, le Conseil des droits humains de l'ONU a voté à la majorité en faveur d'une résolution selon laquelle Israël doit immédiatement mettre fin au blocus illégal de Gaza. La résolution exige en outre de manière générale la fin immédiate de l'occupation illégale israélienne du territoire palestinien.

L'Allemagne a voté contre cette résolution. D'autres pays de l'UE, comme l'Espagne et l'Islande, ainsi que la Suisse, ont voté en sa faveur. La résolution (A/HRC/58/L.30/Rev.1), présentée entre autres par le Chili, la Colombie, Cuba, l'Érythrée et le Pakistan, demande avec insistance qu'Israël mette fin à sa « présence illégale » dans les territoires palestiniens de Gaza, de Cisjordanie et de Jérusalem-Est et lève immédiatement le blocus de la bande de Gaza.

La résolution énumère une série d'accusations graves : Crimes de guerre, punitions collectives, utilisation de la faim comme arme de guerre, destruction d'infrastructures civiles, expulsion de civils et « discrimination systématique » de la population palestinienne. Elle s'appuie pour cela sur

des rapports et des jugements internationaux, dont les mesures provisoires de la Cour internationale de justice du 26 janvier 2024, qui a constaté un « risque plausible de génocide » à Gaza.

Les livraisons d'armes à Israël ainsi que la non-prise de responsabilité internationale sont également critiquées. Le Conseil appelle tous les États à cesser d'exporter des armes lorsqu'il existe un risque de violations des droits humains et soutient les enquêtes en cours de la Cour pénale internationale.

La résolution demande également un accès humanitaire sans entrave, la libération des otages palestinien-nes, un terme à la construction de colonies, aux démolitions de maisons et à la discrimination religieuse, ainsi que la protection des journalistes, des défenseurs-euses des droits humains et des civils. Elle exige en outre le respect des normes internationales en matière de traitement des prisonnier-es, notamment des enfants.

L'objectif du texte est de parvenir à une responsabilité internationale globale et de promouvoir une paix juste. Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits humains doit faire un rapport au Conseil sur la mise en œuvre de ces points d'ici la prochaine session. C'est contre toutes les demandes de cette résolution que le gouvernement fédéral allemand a donc voté. (Entrée du 03.04.25 sur Facebook, Jüdische Stimme für gerechten Frieden Nahost)

Avril 2025, Londres

Le documentariste Louis Theroux sort un film sur sa visite à des colons ultra-sionistes. Les positions de ces personnes sont exprimées sans détours, une colonisation de Gaza est déjà prévue. Doc en anglais :

<https://www.bbc.co.uk/programmes/m002bm1y>
https://x.com/SuppressedNws/status/1916783488629456896?fbclid=IwY2xjawKDSyx1eHRuA2F1bQIxMQBicmlkETB4V4kx4e1I1eWczcGJY0WFWAR7WrjCUmy6TNOsf_1G5NIjKc21u6C0HJ4ZBYJFxs9FFuNZ9j1Z-PZLhNNCrUQ_aem_Z2Yov3gayRmZN11K-ML0r_A

Mai 2025, Bâle

Eurovision 2025 : les protestations contre le Concours Eurovision de la Chanson (ESC) unissent, la participation d'Israël divise.

L'ESC aime invoquer le pouvoir unificateur de la musique. Cette année, l'événement a montré que les protestations contre le génocide et l'apartheid unissent également les gens. Des milliers de voix dans de nombreux pays ont appelé à l'exclusion d'Israël de l'ESC : Diverses pétitions ont été lancées dans différents pays, dont notamment la Finlande, dont la pétition a recueilli 10 000 signatures. En Suisse, la pétition BDS a recueilli plus de 3000 signatures et a été soutenue par plus d'une centaine d'artistes et d'acteur-ices

culturel-les. Dans une autre pétition, plus de 70 ancien-nes participant-es à l'ESC se sont prononcé-es pour l'exclusion d'Israël de l'ESC. Cette demande a également été soutenue par une forte déclaration individuelle de Nemo et plus récemment une de JJ. Les deux artistes avaient gagné le concours en 2024 et 2025 respectivement pour la Suisse et l'Autriche.

Les radiodiffuseurs nationaux d'Espagne, de Slovénie, d'Islande, d'Irlande et de Belgique ont également soulevé le problème de la participation d'Israël auprès de l'Union européenne de radiotélévision (UER). Des contre-manifestations ont eu lieu dans plusieurs pays le 17 mai et des fans de l'ESC sont venus avec des drapeaux palestiniens pour manifester leur mécontentement.

En Suisse alémanique, grâce à la campagne de l'ESC, BDS a été un sujet dans le mouvement de solidarité avec la Palestine et a fait l'objet de reportages dans les médias. La solidarité dans le milieu culturel était palpable et donne de l'espoir. Il était également réjouissant de constater que divers groupes locaux de la Jeunesse socialiste (surtout à Genève, au Tessin, à Zoug et ailleurs) se sont joints à l'appel au boycott de l'ESC. Il est clair que la campagne BDS en Suisse alémanique a encore besoin de plus de soutien pour pouvoir à l'avenir organiser des campagnes toujours plus efficaces et braver la couverture médiatique hostile. BDS Suisse s'engage à ce que de nouveaux groupes BDS locaux soient créés en Suisse alémanique, capables de travailler de manière autonome sur des campagnes et de reprendre les objectifs et les campagnes BDS nationales ou internationales.

contact@bds-info.ch
<https://bds-info.ch/fr/1e-radiodiffuseur-israelien-kan-est-indesirable-a-leurovision/>

L'interminable langage de la violence

L'horreur de l'agression israélienne est interminable. Ces dernières années, Israël s'est massivement armé et pratique actuellement une campagne d'extermination contre le peuple palestinien. Avec l'accord ou la complicité silencieuse des grandes puissances, il utilise sa supériorité militaire pour anéantir toute résistance contre la violation systématique des droits des Palestinien·nes. Cette politique d'agression militaire déstabilise l'ensemble du Proche-Orient, et cela avec la bénédiction et l'aide des États-Unis et l'appui de l'Allemagne.

Toute personne qui prend la peine de s'informer de manière indépendante et qui suit encore l'atrocité des actualités ne peut ignorer la brutalité sans précédent d'Israël et de son armée dans la bande de Gaza. Depuis un an et demi, Israël attaque systématiquement toutes les infrastructures avec son aviation, son artillerie lourde, et ses troupes au sol en détruisant complètement les bases de vie de la population : des mosquées, cimetières et églises aux camps de réfugiés, des villes, villages et terres agricoles en passant par les écoles, les universités, les hôpitaux, les réseaux d'électricité et d'eau, les routes et les entrepôts. Environ 75 % de la bande de Gaza est désormais directement contrôlée par Israël. Dernièrement, la ville de Rafah, au sud, a été déclarée « zone de sécurité », ce qui équivaut à une condamnation à mort pour toute personne qui s'y déplace. Avec des dizaines de milliers de personnes tuées – plus de 60 000 aujourd'hui –, ce sont des familles entières, hommes, femmes, enfants et personnes âgées, décimées. D'innombrables autres êtres humains sont ensevelis sous les décombres ou grièvement blessés, amputés, traumatisés. Tous sont affamés et ne peuvent pas être soignés parce qu'Israël bloque la nourriture et les soins médicaux. Celui des victimes indirectes sera à terme encore beaucoup plus élevé, compte tenu de la situation catastrophique en matière d'approvisionnement et de l'ampleur des destructions.

Israël minimise ses crimes de guerre massifs – dont les assassinats ciblés de journalistes, de personnel de santé, de secouristes, d'universitaires et de fonctionnaires, ainsi que les attaques contre les logements et les abris des réfugié·es, les hôpitaux et les zones dites sûres – en démultipliant sa propagande mensongère, répercutée sans filtre dans les médias occidentaux de référence. Le cessez-le-feu temporaire de janvier 2025 a été systématiquement violé par l'armée israélienne et le gouvernement a saboté les négociations initialement prévues en vue d'un accord permanent.

Depuis le printemps 2025, encouragé par la volonté du président américain Donald Trump de s'appropriier la bande de Gaza et de transférer les Palestinien·nes vers des pays tiers, Israël poursuit encore plus ouvertement son objectif ancestral de nettoyage ethnique du territoire. Début mai, 10 000 soldats de réserve ont à nouveau été appelés en vue d'une nouvelle offensive, le gouvernement a approuvé massivement un projet de réoccupation du territoire sur lequel Israël a toujours conservé le contrôle et la responsabilité en tant que puissance occupante. L'actuel ministre de la guerre, Israël Katz, a ouvert un bureau pour « émigration volontaire » et le gouvernement annonce de nouvelles confiscations de terres. Dernièrement, la ville de Rafah, limitrophe de l'Égypte, avec ses 200 000 habitant·es ainsi que plusieurs camps de réfugiés dans les environs ont été entièrement rasés lors de bombardements généralisés et convertis en une nouvelle zone tampon. Dans cette bande côtière, les ordres d'évacuation menacent la vie de centaines de milliers de personnes qui n'ont nulle part où aller pour trouver protection et sécurité. Selon les observateur·trices internationaux, l'ampleur de la destruction dans un espace restreint et en un temps record, le nombre d'enfants et d'adultes assassinés, mutilés et blessés dans la bande de Gaza dépasse tout ce qui a été documenté dans des guerres des dernières décennies.

La Cisjordanie – prise dans un double étai

Depuis le début de l'offensive à Gaza, l'armée israélienne et les colons illégaux se montrent de plus en plus agressifs à l'égard de la population palestinienne de Cisjordanie. Parallèlement au bref cessez-le-feu dans la bande de Gaza et en contrepartie du maintien au gouvernement du ministre des colonies d'extrême droite Bezalel Smotrich, l'armée mène depuis janvier 2025 des opérations militaires de grande envergure. C'est d'abord Jénine qui a été ciblée, suivie de Tulkarem, où les forces d'occupation ont imposé la démolition de 58 maisons, et d'autres camps de réfugié·es dans le nord de la Cisjordanie. Lors des raids, les forces d'occupation ont également été partiellement soutenues par l'Autorité palestinienne. Pour la première fois depuis vingt ans, l'armée israélienne utilise à nouveau des chars, des drones et d'autres armes lourdes en

Ville de Gaza, rupture du jeûne de l'Aïd al-Fitr, 30 mars 2025. Photo : Majidi Fathi



Cisjordanie. Le camp de réfugié-es de Jénine a été rasé et une grande partie des quelque 17 000 habitants, soit la quasi-totalité de la population de la ville, a été expulsée. L'ONU décrit certains des camps de réfugié-es comme étant quasiment inhabitables, les organisations humanitaires mettent en garde contre une nouvelle crise humanitaire. Les opérations militaires visent en premier lieu les réfugié-es avec le but de briser leur résistance à l'expulsion et à l'occupation. Depuis début avril, l'armée a également étendu ses opérations au sud de la Cisjordanie. Au cours d'une incursion de plus de sept heures dans le camp de réfugié-es de Dheisheh, près de Bethléem, des maisons ont été fouillées et des tracts menaçaient la population de la même destruction et expulsion que celles infligées Jénine si elle soutenait des résistant-es dans le camp.

Parallèlement aux interventions de l'armée, des colons illégaux s'attaquent très brutalement aux localités situées dans les zones C, sous contrôle de l'occupant. Celles-ci représentent environ 60 % de la Cisjordanie occupée et comprennent les terres les plus fertiles. Protégés par l'armée et en partie équipés par elle, les colons détruisent des localités entières, brûlent des maisons, terrorisent les habitant-es et les poussent à fuir, dévastent les oliveraies et autres cultures, attaquent les bergers, volent le bétail, les tracteurs et l'eau. Les Bédouin-es sont particulièrement visé-es. Depuis octobre 2023, 46 communautés bédouines ont été expulsées de leurs terres, une forme de terreur d'État qui vise à poursuivre l'annexion des terres palestiniennes et le déplacement de la population. Cette action s'apparente à la politique israélienne menée dans le sud d'Israël (Naqab), où l'État ne reconnaît pas les colonies bédouines et relègue leurs habitant-es dans des villes satellites.

Les opérations de l'armée et la violence des colons font partie des mêmes efforts – ouvertement affirmés – d'annexer la Cisjordanie et de supprimer les droits des réfugié-es. Tout comme dans la bande de Gaza, ce ne sont pas seulement les milices palestiniennes armées qui sont prises pour cible, mais l'ensemble de la population. Depuis octobre 2023, les opérations militaires, la violence des colons et la destruction des infrastructures d'eau et d'électricité en Cisjordanie ont entraîné la mort de plus de 800 Palestiniens et en ont déplacé au moins 40 000, sans perspective de retour. Fin mars, le gouvernement israélien a annoncé de nouvelles mesures de colonisation. Il est prévu que la colonie illégale de Maale Adumim, qui compte environ 40 000 habitant-es, serait rattachée à Jérusalem et une liaison routière directe serait construite entre Bethléem et Jéricho. Les Palestiniens seraient ainsi mis à l'écart du centre de Jérusalem et la Cisjordanie serait de facto divisée en deux. Ces projets seront financés par des fonds prévus pour l'infrastructure palestinienne, alors qu'ils servent uniquement les intérêts de l'extension et de l'annexion des colonies illégales. Selon la conception de Smotrich, Israël se rapproche ainsi de ce qu'il appelle la « solution

finale », c'est-à-dire l'annexion définitive du territoire occupé en 1967 et l'écrasement de toute résistance.

Au Liban – terreur contre la population civile

L'agression militaire ne s'arrête d'ailleurs pas aux frontières, elle s'étend aux pays voisins. Au cours des dix-huit derniers mois, Israël a mené plus de 17 000 attaques dans cinq pays : outre le territoire palestinien occupé, elles visent le Liban, la Syrie, l'Iran et le Yémen. Tout comme dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, Israël mise sur la supériorité de ses services de renseignement et de son armée sur ces autres fronts et, soutenu par l'Occident, il tente de s'imposer comme une puissance d'occupation et de contrôle au Proche-Orient. Dans ces territoires aussi, Israël fait fi des accords existants et des normes du droit international, commet systématiquement des crimes de guerre en ne faisant pas de distinction entre les milices et la population civile, bombarde des zones résidentielles, attaque de manière ciblée les secouristes, les journalistes et les observateur-trices internationaux-ales, commet des attentats terroristes contre des opposant-es politiques, terrorise les populations locales et confisque des terres.

Au Liban, Israël cherche depuis longtemps à détrôner le Hezbollah, allié de l'Iran, en tant que force politique et militaire largement implantée, en le contraignant à se retirer vers le nord pour prendre le contrôle du sud du pays. Depuis octobre 2023, sans s'engager dans une confrontation militaire totale avec Israël, le Hezbollah s'était solidarisé avec la population de la bande de Gaza et a tiré à plusieurs reprises des roquettes sur Israël, ce qui a entraîné l'évacuation de nombreuses localités du nord. Jusqu'au printemps 2024, l'armée israélienne a nettement intensifié ses attaques contre le Liban et les positions du Hezbollah, menant des milliers de raids aériens – soit quatre fois plus que le Hezbollah – le long de la frontière. Le Hezbollah a déclaré qu'il ne cesserait ses attaques que lorsqu'Israël mettrait fin à ses opérations militaires dans la bande de Gaza.

En automne 2024, après avoir temporairement réduit ses grandes opérations à Gaza, l'armée israélienne s'est concentrée sur le front nord et a progressivement intensifié ses attaques contre le Liban. Dans le même temps, Israël a menacé le Liban d'appliquer à nouveau la « doctrine Dahiya » développée lors de la guerre contre ce pays en 2006, stratégie qui consiste à attaquer de manière ciblée la population civile et à la terroriser. En septembre, les services secrets israéliens ont mené une opération terroriste au cours de laquelle des appareils de communication utilisés par le Hezbollah ont explosé, tuant plus de 40 personnes et en blessant plus de 3500. Cela n'a pas empêché les États-Unis d'accorder un nouveau paquet d'aide militaire à Israël et de condamner le Hezbollah en tant qu'organisation terroriste. Peu après, Israël a lancé des frappes aériennes massives

dans le sud de Beyrouth, détruisant le siège du Hezbollah et tuant des membres importants du parti, dont Hassan Nasrallah. En octobre 2024, des troupes terrestres israéliennes ont finalement pénétré dans le sud du Liban. Les attaques ont détruit de nombreux villages frontaliers et tué plus de 4000 personnes. Des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées et ont fui vers le nord, où Israël a ensuite également bombardé de manière ciblée des abris pour réfugiés.

Fin novembre, le Hezbollah, décapité et très affaibli militairement, s'est vu contraint d'accepter – sous pression des États-Unis et de la France – un cessez-le-feu avec Israël, cela sans pouvoir imposer la condition, posée préalablement, de l'arrêt des opérations militaires dans la bande de Gaza. Selon l'accord, l'armée libanaise, dont les effectifs ont été renforcés, devait, avec la mission internationale d'observation de l'ONU, contrôler le sud du pays, le Hezbollah devait se retirer du sud et Israël devait quitter les territoires qu'il avait occupés au cours de la guerre. Malgré l'accord, Israël mène des attaques quasi quotidiennes et tient cinq postes, sans que ces alliés ne fassent pression pour qu'il respecte ses engagements. Le nouveau gouvernement libanais, élu en janvier 2025 et dirigé par Joseph Aoun, condamne cette escalade comme constituant une rupture claire du cessez-le-feu et un affront à la souveraineté du pays et il met en garde contre une nouvelle guerre.

Le politologue Gilbert Achcar, qui a grandi au Liban, souligne dans son blog sur Mediapart que le Hezbollah a les mains liées dans cette guerre asymétrique, car Israël est tout à fait en mesure de riposter à un niveau prépondérant tant qu'il sait les États-Unis de son côté. Achcar voit dans l'action israélienne une confirmation impressionnante de la dangerosité du terrorisme d'État le quel, tout comme les milices terroristes non étatiques, prend pour cible des civils pour des raisons politiques, mais avec un potentiel de destruction incommensurablement plus important et plus meurtrier. L'attitude des États-Unis et de la France est hypocrite : d'un côté, ils renoncent à faire pression sur Israël pour qu'il respecte le cessez-le-feu, de l'autre, ils qualifient le Hezbollah d'organisation terroriste en méconnaissant sa nature. Alors que sous Nasrallah, le Hezbollah n'avait pas mené contre des civils israéliens ou américains des opérations délibérées pouvant être qualifiées de terroristes. La stratégie du Hezbollah, à l'instar de celle du Hamas, doit néanmoins être qualifiée d'erreur d'appréciation, car elle n'a pas suffisamment tenu compte de la nature inégale de la « dissuasion » mutuelle ni de la réticence de pays alliés comme l'Iran à intervenir pour le défendre. La situation a été compliquée par la chute du régime Assad et l'effondrement consécutif de la principale voie d'approvisionnement entre l'Iran et ses suppléments libanais. L'avenir dira si Israël et les États-Unis parviendront à briser durablement au Liban le pouvoir partagé entre l'armée et le gouvernement libanais d'une part et le Hezbollah d'autre part.

La Syrie, une opportunité à saisir

L'armée israélienne mène également des attaques régulières contre la Syrie, bien qu'un accord de cessez-le-feu existe entre les deux pays depuis 1974 et que le régime d'Assad, tout comme le nouveau gouvernement de transition, ait toujours veillé à son respect. Rien qu'entre octobre 2023 et octobre 2024, l'armée de l'air israélienne a mené plus de 220 raids visant principalement des milices proches de l'Iran, tuant des centaines de combattant-es. Ces attaques et opérations des services secrets contre des ennemi-es politiques ne suscitent guère de critiques au niveau international, elles sont pour ainsi dire acceptées comme étant normales et ne font que rarement l'objet de reportages. En décembre 2024, après la chute surprise du régime Assad, l'armée israélienne a attaqué une grande partie de l'infrastructure militaire au sol, dans les airs et dans l'eau du pays au cours de plus de 600 frappes aériennes en quelques jours. Selon les médias israéliens, bien plus de 80 % des navires de guerre, missiles, avions de combat, batteries antiaériennes, drones, chars et sites de production d'armes syriens ont été endommagés ou détruits. Israël justifie ses attaques par la volonté d'empêcher que les armes ne tombent entre les mains du nouveau gouvernement de transition dirigé par Ahmed al-Sharaa, alors que celui-ci ne montre aucune intention de chercher un conflit avec Israël et que la chute d'Assad a systématiquement affaibli l'influence iranienne dans le pays.

Dans le même temps, les troupes terrestres israéliennes ont pénétré dans la zone tampon du Golan, établie en 1974 et surveillée par la communauté internationale, et elles ont pris le contrôle du mont Hermon, d'une importance stratégique. Israël justifie cette action par sa volonté de garantir la sécurité de la zone, bien que des forces de sécurité de l'ONU y soient stationnées. En réalité, il s'agit de contrôler le mont Hermon en tant que point culminant de la Syrie, un site idéal pour la surveillance et l'espionnage en Syrie et au Liban. Dans le sud de la Syrie, l'armée s'est également infiltrée sur quelques kilomètres, elle a confisqué des terres et des maisons, terrorisant la population et la chassant de plusieurs localités. De nombreux-ses civil-es ont été abattu-es, dont des bergers et des paysans qui portent traditionnellement des armes pour protéger leurs troupeaux.

Entre-temps, l'armée a commencé à y construire des tours de garde, au moins neuf bases militaires, des routes et des infrastructures de communication, signalant ainsi son intention de s'établir durablement en tant que puissance occupante. Des déclarations du ministre israélien de la Guerre Israël Katz vont dans le même sens, indiquant qu'Israël est prêt à rester en Syrie pour une durée indéterminée. Sous prétexte de vouloir apporter une aide humanitaire, des militaires responsables – en civil – tentent d'enregistrer les habitant-es de certains villages et de les recruter pour la construction d'infrastructures militaires. Alors que le gouvernement de transition syrien

organise les premières conférences pour établir un dialogue national avec les représentant-es politiques et religieux de tous les groupes sociaux, Israël tente de diviser la population. Il se pose en protecteur des Druzes et menace d'intervenir militairement si cette minorité, qui représente environ 3 pour cent de la population syrienne, serait attaquée.

Une résistance locale s'organise contre la présence des troupes israéliennes et les tentatives de division, mais elle n'a jusqu'à présent pas reçu le soutien du gouvernement de transition. Des manifestations contre l'invasion israélienne ont eu lieu dans plusieurs quartiers de Damas et de Quneitra. Des représentants druzes se sont exprimés contre l'ingérence israélienne et ont souligné leur volonté de défendre leur pays.

Pendant ce temps, les attaques aériennes se poursuivent dans tout le pays, bien que la Syrie ne représente aucun risque pour la sécurité d'Israël. Le gouvernement israélien cherche manifestement à acquérir l'hégémonie sur le Proche-Orient par la force militaire et avec le soutien des États-Unis et de quelques alliés européens. Certains analystes avertissent qu'il y a un risque que le gouvernement israélien ne s'engage à nouveau dans une occupation coûteuse à long terme, comme au Sud-Liban.

L'Iran, l'ennemi juré

En fin de compte, la stratégie d'Israël se concentre toutefois sur l'Iran. Celui-ci s'est également solidarisé avec le Hamas après octobre 2023, mais son soutien est resté essentiellement symbolique, sans engagement dans des actions de guerre. Bien qu'Israël ait attaqué directement l'Iran à plusieurs reprises, ce dernier n'a réagi qu'à deux reprises, en avril et en octobre 2024, par des tirs plutôt symboliques contre Israël. Le reste du temps, il s'est contenté d'apporter un soutien logistique aux milices alliées. Avec la chute du régime Assad et la destruction de l'arsenal militaire en Syrie, la situation a nettement changé. Le contrôle qu'Israël a récemment acquis de l'espace aérien syrien lui permet d'empêcher la livraison d'armes au Hezbollah, mais il pourrait également permettre à l'armée de l'air israélienne un survol plus sûr afin de frapper l'Iran, qui reste une cible déclarée pour le gouvernement israélien. Pour le moment, les États-Unis se montrent réservés par rapport à cette option et cherchent à conclure un nouvel accord sur les armes nucléaires avec l'Iran, mais la politique américaine est loin d'être prévisible et certains membres du gouvernement ne semblent pas opposés à une attaque militaire contre l'Iran. Il est clair que les pays du Golfe n'ont aucun intérêt à une attaque israélienne contre l'Iran. Mais il est actuellement impossible de savoir s'ils ont suffisamment d'influence pour empêcher les partisans de la ligne dure aux États-Unis et en Israël d'entreprendre une telle démarche.

L'industrie de l'armement, moteur des crimes de guerre

Il existe un lien évident entre les crimes de guerre et l'industrie de l'armement. Israël dispose d'une puissante industrie de l'armement nationale et a continué à développer sa production d'armes depuis le début de la guerre contre la bande de Gaza. Néanmoins, le pays ne pourrait pas poursuivre sa politique agressive sans l'aide et la coopération militaires importantes des États-Unis, ainsi que des importations d'armes considérables en provenance des États-Unis (près de 70 %) et d'Allemagne (30 %). Le droit international oblige les États à s'assurer que leurs exportations d'armes ne sont pas utilisées pour commettre des crimes de guerre. De nombreuses résolutions de l'ONU ont sommé Israël de mettre fin à son occupation illégale et assurer la protection de la population civile. Des pays tiers ont été enjoins à plusieurs reprises à mettre fin à leurs exportations d'armes vers Israël. Pourtant, après le 7 octobre, les États-Unis ont considérablement augmenté leur aide militaire et l'Allemagne a accordé une priorité à l'autorisation de ses exportations d'armes vers Israël. La Grande-Bretagne fournit des informations aux services de renseignement et continue d'exporter du matériel de guerre à Israël. D'autres États européens comme la France, mais aussi la Suisse, exportent des composants utilisables à des fins militaires pour des appareils qui sont également utilisés dans la bande de Gaza. La grande banque suisse UBS profite en outre de la guerre en augmentant de 875 % ses parts dans l'entreprise d'armement israélienne Elbit au premier trimestre 2024. L'Espagne, la région belge de Wallonie et l'Italie ont en revanche cessé leurs exportations d'armes vers Israël. Tant qu'Israël peut compter sur le soutien politique, financier, logistique et militaire indéfectible de ses alliés occidentaux, il devrait se sentir conforté dans sa volonté d'imposer ses intérêts expansionnistes par la force des armes, sans se soucier des victimes et des obligations découlant du droit international. Israël s'est manifestement engagé dans un cycle sans fin de violence et de conquête, sans aucune perspective de paix.

-
- <https://forensic-architecture.org/investigation/a-cartography-of-genocide>
 - <https://www.euractiv.de/section/eu-aussenpolitik/news/israel-konflikt-beeinflusst-europaeische-waffenexporte/>
 - <https://www.sipri.org/commentary/topical-backgrounder/2024/how-top-arms-exporters-have-responded-war-gaza>
 - <https://mondoweiss.net/>

VOIX DE GAZA – NOUR AL-ASSY

On ne laissera pas Gaza disparaître sans rien dire



Nour al-Assy en reportage de la bande de Gaza
Photo: Ismael Abu Dayyah /
The New Humanitarian

30 avril 2025

Ville de Gaza, Territoire palestinien occupé

Je commence à écrire ces lignes alors que je refais mes valises. Pour la deuxième fois depuis le début de la guerre, je suis déplacée de force de ma maison. Cette fois-ci, c'est plus humiliant et plus effrayant, car je sais déjà ce que c'est que d'être une étrangère, d'être abandonnée, de souffrir. Je connais le sentiment d'impuissance et le fait de ne pas savoir ce qui va se passer.

Pendant le cessez-le-feu, au début de cette année, je suis enfin retournée dans ma famille à al-Tuffah, un quartier du nord-est de la ville de Gaza, après 15 mois de déplacement forcé à Deir al-Balah. Pendant 40 jours, j'ai essayé de croire à nouveau en mon foyer. J'ai balayé les sols. J'ai fait du café. Je me suis assise sur le perron et j'ai laissé mon corps se souvenir de ce que signifiait le calme.

Mais la guérison a besoin de temps. Et à Gaza, on ne nous laisse jamais le temps.

Après 58 jours d'un répit incertain, Israël a décidé de reprendre la guerre le 18 mars, et la terreur est revenue. Nous sommes resté-es assis-es dans notre maison et nous suivons jusque tard dans la nuit les nouvelles concernant la reprise des destructions et de la mort. Inévitablement, les nouveaux ordres d'évacuation arrivent. Ces ordres ont été émis plus de vingt fois depuis le 18 mars. En comptant les « zones interdites » déclarées unilatéralement, près de 70 % du territoire de Gaza ont été désignées comme des zones interdites aux Palestiniennes, y compris le lieu où se trouve notre maison à al-Tuffah.

Nous avons pris connaissance du nouvel ordre d'évacuation par un message sur Facebook. Au début, nous avons dit que nous ne partirions pas. Nous voulions rester. Mais une semaine plus tard, l'armée israélienne a largué des tracts dans notre quartier, avertissant tout le monde d'évacuer immédiatement. Puis les bombardements et les frappes aériennes incessantes ont commencé.

Nous avons emballé à la hâte le peu de vêtements que nous pouvions emporter et quelques oreillers pour dormir, et, humilié-es, nous avons conduit notre voiture vers l'inconnu.

Quand l'attention du monde se porte ailleurs

Ce qui fait le plus mal, ce n'est pas seulement de perdre sa maison. C'est de n'avoir jamais eu la possibilité de ressentir quelque chose. Je n'ai pas eu le temps de pleurer ce que j'ai perdu la première fois. Les membres de ma famille et mes amis qui ont été tués. Mon éducation. Mon lien avec cette terre. Je n'ai pas eu le temps de respirer. Aujourd'hui, alors que je m'enfuis à nouveau, je ne sais même pas où je vais. Personne ne le sait. Nous ne perdons pas seulement nos maisons, nous perdons nos repères, notre passé, notre avenir.

[...] La guerre fait rage, plus violemment que jamais. Il y a davantage de sang, de pertes, de faim, de

famine. En tant que journaliste, je couvre l'aspect humanitaire de cette guerre – les gens, la souffrance, ce qui se passe lorsque l'attention du monde se porte ailleurs.

J'ai parlé avec des mères qui dorment en serrant d'un bras leurs derniers enfants et tenant de l'autre les photos de ceux-celles qu'elles ont enterré-es sous les décombres. J'ai parlé avec des hommes âgés qui portent les clés de maisons détruites trois guerres plus tôt. Et j'ai parlé avec des enfants qui pensent que la guerre est normale, parce qu'ils n'ont jamais connu autre chose.

[...] Une histoire qui me hante est celle de Zain Ziara, âgé de neuf ans. Une bombe lui a arraché une jambe et grièvement blessé l'autre. Les médecins disent qu'il doit être opéré immédiatement à l'étranger pour sauver la jambe qui lui reste. Zain m'a dit : « Je veux juste jouer comme les autres enfants. Je ne veux pas voir ma mère pleurer lorsqu'elle me porte de mon lit à la salle de bains. »

[...] Rien de tout cela n'est nouveau. Cela dure depuis un an et demi. La situation n'a fait qu'empirer et elle s'aggrave de jour en jour. Et pendant tout ce temps, on attend de nous que nous continuions à nous déplacer, à courir, à trouver de nouveaux recoins où nous cacher. Je ne sais pas combien de recoins il reste.

Refuser de disparaître

Je suis maintenant déplacée et je vis avec ma famille dans la maison de ma sœur dans un autre quartier de la ville de Gaza, où je partage une pièce avec ma jeune sœur, ma mère et mon père.

La situation est pire que jamais. Les combats et les frappes aériennes font rage dans toute la bande de Gaza. Littéralement partout. Nous passons notre temps à prier que nous survivions jusqu'au lendemain. Nous prions aussi pour que, si nous sommes prises pour cible, nous mourions immédiatement, car nous savons les souffrances qu'endurent les blessés. À part cela, nous nous efforçons de chercher de la nourriture que nous pouvons nous payer et, la nuit, nous dormons, en priant et en tremblant.

[...] Chaque fois que je pars pour faire un reportage, ma mère prie pour ma sécurité. Je peux lire la peur dans ses yeux, car elle sait ce qui arrive aux journalistes à Gaza.

Il y a des jours où je ne veux plus faire de reportage. Je veux crier. Je veux pleurer. Je veux dormir sans rêver d'explosions. Mais je continue parce que je me suis fait une promesse : Je ne laisserai pas Gaza disparaître sans bruit. Je ne laisserai pas ces histoires tomber dans l'oubli.

La stratégie d'Israël semble être de rendre la vie à Gaza impossible, de nous pousser à abandonner notre patrie. Les évacuations forcées, la destruction des infrastructures et le refus de fournir des produits de première nécessité sont autant de tactiques visant à éroder le lien qui nous unit à cette terre. Mais malgré la souffrance, nous restons inébranlables.

Nous ne détestons pas notre terre. Nous haïssons ce qu'on lui fait subir. Nous ne voulons pas partir. Nous voulons vivre. Et malgré tout, nous sommes toujours là. Nous marchons toujours. Nous parlons encore. Nous continuons à informer. Nous refusons toujours de disparaître.

Parce que Gaza compte. Parce que Zain, le jeune amputé que j'ai rencontré, est important. Parce que chaque mère qui a tenu dans ses mains le corps mutilé de son enfant mérite davantage que le silence. Et parce que, si nous ne disons pas la vérité, le monde fera comme si rien ne s'était passé.

Nour al-Assy a 22 ans, poétesse et écrivaine palestinienne.

The New Humanitarian met en œuvre un journalisme indépendant de qualité au service de millions de personnes touchées par des crises humanitaires dans le monde. Pour plus d'informations, consultez le site www.thenewhumanitarian.org.



Gaza, 12 mai 2025. Photo : Majdi Fathi

**Le but est-il de
nous faire
disparaître ?
De nous faire taire ?
De nous faire
mourir lentement ?**



Assise sur un toit à Deir al-Balah, l'auteure observe la destruction dans les environs.
Photo: The New Humanitarian

15 avril 2025

Deir al-Balah, Gaza

Chaque fois que nous atteignons le point où nous pensons que les choses ne peuvent pas empirer – la limite de notre capacité à survivre, la limite de notre souffrance et de notre désespoir – nous sommes surpris de constater que cette limite est à chaque fois repoussée, que chaque moment pénible est suivi d'un moment encore plus dur. Cette fois, la faim est revenue à Gaza. Et la soif est revenue, elle aussi.

Depuis plus de 40 jours, les points de passage sont hermétiquement fermés, étouffant le peu de vie qui reste. Aucune aide humanitaire n'est autorisée à entrer. Aucune nourriture n'est livrée. Rien ne passe – à part des soldats, des bulldozers et des chars. Le pain, l'eau et les médicaments nous sont interdits, mais le ciel reste ouvert aux bombes.

Les rayons des magasins sont presque vides et les marchés ont perdu leur raison d'être. Nous passons des heures à débusquer un sac de farine, une boîte de haricots, n'importe quoi de comestible. Mais les prix montent en flèche et les marchandises disparaissent rapidement.

Au lieu de participer aux efforts de survie, des commerçants profiteurs sont devenus les complices de notre étouffement. Certains accaparent des marchandises en attendant que la pénurie devienne plus lancinante pour les mettre en vente à des prix exorbitants. Personne n'ose s'y opposer. Tout le monde a peur, tout le monde a faim.

Depuis que la guerre a repris, il y a un mois, elle ne s'en prend pas seulement à nos maisons et à nos corps, mais aussi à nos âmes. Elle nous attaque de l'intérieur. Nous vivons sans électricité, sans ravitaillement. Notre capacité à communiquer avec le monde extérieur est limitée, et notre capacité à communiquer les uns avec les autres s'affaiblit également en raison du poids de tout ce que nous avons enduré. C'est comme si nous étions en train de nous effacer lentement, comme si le but était l'effondrement complet, non seulement du territoire, mais aussi de nous en tant qu'êtres humains.

Les gens ont changé. Leurs visages ont changé. Le silence l'emporte désormais sur la parole, et les larmes sont plus fréquentes que la colère. Le nombre de martyrs augmente à un rythme effrayant. Les bombardements sont aléatoires – sans avertissement, sans raison. Il n'y a pas de zones sûres, pas de moments de repos.

[...] Psychologiquement, c'est la pire période que nous n'ayons jamais vécue. La peur est plus profonde, plus lourde et plus persistante. Elle ne nous quitte jamais. Ce n'est pas seulement la peur de la mort, mais aussi la peur de savoir comment nous sommes censés continuer à vivre ainsi.

Même le sommeil a changé. Notre corps dort, mais nous nous réveillons l'âme épuisée. Nous nous endormons au son des avions de guerre et nous nous réveillons en entendant des cris, en apprenant la

mort de quelqu'un ou en redoutant d'être la prochaine victime.

Oui, nous sommes encore en vie. Mais de quelle vie s'agit-il ? Nous essayons de nous raccrocher à ce qui reste de notre humanité, de notre dignité, d'un petit rêve de lumière au bout de ce tunnel. Mais la route est sombre, et chaque jour qui passe nous fait perdre des parties de nous-mêmes.

[...] Nous sommes obligé-es de marcher des kilomètres et des heures pour trouver le strict nécessaire. Lorsque nous rencontrons une charrette tirée par un âne, nous voyons que ces ânes eux-mêmes ont l'air encore plus épuisé que nous. Je suis chargée de trouver où recharger les appareils électroniques de ma famille et de transporter de l'eau. Chacun-e d'entre nous apporte son aide et nous essayons de gérer les choses ensemble. En cours de route, nous rencontrons des gens qui reflètent notre propre épuisement, notre anxiété, notre stupeur face à ce que nos vies sont devenues. [...]

L'avenir s'est évanoui

De temps en temps, dans un petit café de Deir al-Balah qui est parvenu à rester ouvert, je retrouve une amie. Avec elle, je n'ai pas besoin d'expliquer quoi que ce soit. Nous éprouvons les mêmes sentiments, et nous savons toutes les deux que le langage ne peut pas décrire ce genre de douleur. Pourtant, nous continuons d'essayer.

Elle est médecin, je suis journaliste. Nous nous asseyons ensemble et échangeons des idées au hasard. Nous parlons de notre épuisement, partageons des blagues drôles et des souvenirs de la vie avant la guerre, et faisons des commentaires sombres et sarcastiques sur l'absurdité de ce que nos vies sont devenues. Nous rêvions toutes les deux d'étudier à l'étranger. Aujourd'hui, nous rêvons de trouver de l'eau potable.

[...] Depuis la reprise de la guerre, l'avenir a disparu de nos conversations. Tout s'arrête au présent. Elle sauve des vies, et je documente les pertes. Nous connaissons toutes les deux le poids de la responsabilité que nous portons. Nous vivons jour après jour, heure après heure, dans un temps fragmenté qui n'appartient pas au passé et n'ose pas être l'avenir.

Je me réveille tous les jours – si j'arrive à dormir – avec le cœur qui s'emballe, comme si quelque chose de terrible était sur le point de se produire. Il n'y a pas de moment de sécurité, pas de sentiment de paix. J'essaie d'écrire, de documenter, d'expliquer, mais j'ai parfois l'impression que les mots me trahissent. J'écris sur les personnes, et je suis l'une d'entre elles. J'écris sur la peur, alors que la peur vit à l'intérieur de mon corps. J'écris, mais au fond de moi, je continue à me demander : Pour combien de temps ? Et pourquoi ? Et est-ce que quelqu'un m'écoute ?

J'ai l'impression que mon corps ne m'appartient plus. Je bouge, je parle, j'écris, mais tout est muré en moi. Le sommeil est devenu un cauchemar brisé. Je

ferme les yeux au son des avions de guerre et je me réveille avec les battements de mon cœur. Je touche mon visage, mes membres, juste pour m'assurer que je suis toujours en vie. Parfois, j'évite de respirer profondément – non pas parce que je n'en ai pas envie, mais parce que j'ai peur que le bruit de ma respiration ne rompe le silence qui précède une explosion.

J'essaie de paraître forte, car tant de personnes autour de moi – ma mère, mon père, ma sœur – comptent sur moi pour tenir le coup. Le travail, lui aussi, exige que je reste forte. Lorsque je rencontre des gens et que j'écoute leurs histoires – des histoires de perte, de faim, de survie, je dois me serrer les coudes, absorber leur douleur et la transformer en mots. Je ne peux pas me permettre de m'effondrer devant eux. Je leur dois de témoigner, de documenter, de parler.

Mais la vérité est que maintenant j'écris ceci avec un cœur frémissant et des mains qui tremblent, parce que je suis épuisée d'avoir crié dans ma tête.

Comment écrire au sujet de cet enfer ?

Depuis la reprise de la guerre, ma vie a perdu sa structure. Mes journées sont devenues chaotiques, comme le flux incessant des nouvelles, comme le bombardement qui ne s'arrête jamais. Je suis le flux incessant des événements. J'ai du mal à trouver le temps de penser, de respirer ou d'analyser ce qui se passe autour de moi. Tout me semble désordonné, et au milieu de tout cela, je me déplace comme si j'essayais de saisir des poignées de sable.

Ce qui m'épuise le plus, c'est le manque d'eau. Il y a des jours où je suis obligée de me passer de bain. Cette privation de la plus simple forme de propreté me perturbe. Elle nourrit le sentiment d'être prisonnière d'une scène qui se répète à l'infini. Tout tourne en boucle : les bombardements, la faim, la fuite, la peur, les nouvelles, l'impuissance.

[...] Chaque fois que je prends le stylo, j'ai l'impression de porter un poids dans ma poitrine. Comment dépeindre cet enfer ? Comment décrire l'indescriptible ? Parfois, j'ai juste envie de silence. De tout éteindre, pour nier cette réalité, pour être une personne ordinaire – pas quelqu'un dont on attend qu'elle porte et transmette la douleur.

Mais ensuite, je réfléchis à nouveau : Si je n'écris pas, qui le fera ? Qui dira que nous avons faim ? Que nous avons soif ? Que nous sommes bombardé-es, assiégé-es et abandonné-es ?

L'écriture me protège parfois – elle me donne une voix alors que j'ai l'impression d'étouffer.

Mais en même temps, elle m'épuise, parce qu'elle m'oblige à affronter tout ce que j'essaie de fuir à l'intérieur de moi.

J'ai écrit tant de choses. Je vous ai parlé de ce que nous voyons, de ce que nous vivons, de ce que nous perdons chaque jour. Mais à la fin, même les mots m'épuisent. La vérité m'épuise. Et je reste seule avec les questions qui ne me quittent jamais : Est-il normal

d'avoir peur de boire une gorgée d'eau parce qu'elle risque de manquer ? De rêver d'un simple repas ? D'aspirer à un son qui ne soit pas destructeur ?

Est-il normal d'endurer toute cette douleur, comme si nous n'étions même pas humains ? Qui a décidé que Gaza devait exister en dehors de la logique, en dehors de la pitié, en dehors du temps ? Le but est-il de nous faire disparaître ? De nous faire taire ? Devons-nous mourir lentement, sans que notre mort ne dérange personne ? Qui comprend cette douleur ? Et qui peut nous en expliquer la raison ?

Rita Baroud, journaliste et correspondante palestinienne de 22 ans.

Source:

Publié dans The New Humanitarian par Eric Reidy, version abrégée par la rédaction de Palestine-Info.

Lien vers les textes originaux :

<https://www.thenewhumanitarian.org/first-person/2025/04/30/ive-been-displaced-again-i-will-not-let-gaza-disappear-quietly>

<https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/first-person/2025/04/15/goal-us-disappear-go-silent-die-slowly>

Indignations sélectives des Occidentaux

Dans sa préface à l'ouvrage du Palestinien Salah Hammouri, « Prisonnier de Jérusalem : un détenu politique en Palestine occupée », Armelle Laborie-Sivan relève qu'en juin 2023 il y avait dans les prisons israéliennes « 5000 prisonnier·ères politiques palestinien·nes, dont 1083 en détention administratives (détention sans inculpation ni procès pour une durée inconnue) et, en tout, plus d'un million de Palestinien·nes incarcéré·es depuis 1948 ». ¹

Ce chiffre a grossi tout au long de la guerre génocidaire contre Gaza. De passage à Paris, à l'invitation de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH) – avec Shawan Jabarin (Al-Haq) et Yuli Nowak (B'Tselem) – Raji Sourani (Palestinian Center for Human Rights) relevait : « En tant qu'ancien prisonnier en Israël, j'aimerais que tou·tes les prisonnier·ères, quels qu'ils·elles soient, reçoivent un traitement conforme au droit international. Mais les indignations sélectives des Occidentaux sont insupportables. Qui parle des 22000 Gazaouis qui ont été arrêtés depuis le 7 octobre [2023] et dont les proches sont sans nouvelles ? Ce sont des combattant·es, mais aussi des gens ordinaires, jetés dans les prisons militaires où ils·elles sont torturé·es et violé·es. » ²

Le cas du docteur Hussam Abu Safiya

Durant toute la guerre, l'armée israélienne a systématiquement attaqué et détruit les hôpitaux de Gaza, accusés sans preuve d'être « des centres de commandement du Hamas », arrêtant des membres du personnel hospitalier. Parmi ceux-ci, le cas emblématique du docteur Hussam Abu Safiya, directeur de l'hôpital Kamal Adwan, arrêté le 27 décembre 2024. Selon le témoignage d'un co-détenu, Hussam Abu Safiya a été battu, nu, avec un câble électrique. Il fut détenu au centre de viol et de torture de Sde Teiman, avant d'être transféré à la prison militaire d'Ofer. ³ Selon son avocat, qui l'a vu brièvement le 19 mars, il a 4 côtes cassées, un rythme cardiaque anormal et un œil qui ne voit plus.

Addameer (organisation palestinienne de défense des droits humains) a présenté un rapport sur les conditions de détention dans les prisons israéliennes de Ramlah, Megiddo et Damon.

« La clinique de la prison de Ramlah est considérée comme l'un des exemples les plus marquants de la politique de négligence médicale délibérée adoptée par les autorités pénitentiaires de l'occupation

israélienne à l'égard des prisonni-ères malades ou blessé-es. [...] Les prisonnier-ères sont souvent laissé-es là à souffrir de l'aggravation de leurs maladies et de leurs blessures sans véritable intervention. Actuellement, environ 24 prisonni-ères souffrant de maladies chroniques, de blessures graves ou de handicaps permanents sont détenu.es dans la clinique de la prison de Ramlah [...]. Il existe également une politique visant à retarder le transfert des cas critiques vers les hôpitaux civils.

Les enfants palestinien.nes détenu.es dans les prisons de l'occupation israélienne endurent depuis des années des souffrances aggravées, qui se sont considérablement accrues depuis la récente guerre génocidaire. [...] Les politiques punitives à leur encontre se sont multipliées; elles et ils souffrent d'isolement, de négligence médicale, d'abus physiques et psychologiques et de privation de visites familiales.

Dans la prison de Damon, les prisonnières palestiniennes sont soumises à une oppression systématique, les autorités pénitentiaires leur imposant des punitions collectives. Celles-ci comprennent des descentes répétées dans leurs chambres, la confiscation de leurs effets personnels, la réduction de temps de récréation et l'absence de vêtements et de couvertures adéquates. [...] Les prisonnières souffrent également de négligence médicale et se voient refuser les traitements nécessaires.»⁴

Une série de rapports accablants

Le rapport de la Commission internationale indépendante d'enquête sur le Territoire palestinien occupé et Israël (13 mars 2025) conclut qu'Israël recourt systématiquement à la violence sexuelle, reproductive, et fondée sur le genre à l'encontre des Palestinien.nes depuis octobre 2023 et a commis des « actes génocidaires contre les Palestinien.nes à Gaza en détruisant les centre de soins de santé en matière de sexualité et de procréation et en bloquant l'accès aux soins de santé reproductive. Une situation dénoncée également dans un rapport d'Amnesty International.⁵

La publication de ce rapport avait été accompagnée de deux jours d'audition publique à Genève, les 11 et 12 mars, au cours desquelles la commission a entendu des victimes et des témoins des violences sexuelles et reproductives et le personnel médical qui les a aidées, ainsi que des représentant-es de la société civile, des universitaires, des juristes et des expert-es médicaux. Bien entendu, l'État d'Israël dément formellement tout le contenu de ce rapport, comme à son accoutumée...

- 1 Salah Hammouri, « Prisonnier de Jérusalem : un détenu politique en Palestine occupée », Montreuil, Libertalia 2023. Source: www.addameer.org/statistics.
- 2 Le Monde, 20 mars 2025.
- 3 <https://www.france-palestine.org/Appel-a-action-Participez-a-la-campagne-pour-la-liberation-du-Docteur-Hussam>, 2 janvier 2025.
- 4 <http://addameer.org/news/5521>.
- 5 <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2025/03/un-report-on-israels-gender-based-violence-and-genocidal-acts-against-womens-health-facilities-must-spur-action-to-protect-palestinians/>.



Étudier dans un abri d'urgence, Gaza, 21 septembre 2024. Photo : UN Women / Su'leiman Hajji